



B U R K I N A F A S O



MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES



**COMITE DE PREVISION ET DE CONJONCTURE
(CPC)**

TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE

au 3^{ème} trimestre 2013

Pour toutes informations complémentaires, s'adresser à l'INSD

INSD, Ouaga 2000, Avenue Pascal Zagré - 01 BP 374 Ouagadougou 01

Téléphone : (226) 50.37.62.02 - Fax : (226) 50.37.62.26 - Burkina Faso

E-mail : insd@insd.bf; insdbf@yahoo.fr - Site web : www.insd.bf

TBE n° 03/2013

SOMMAIRE

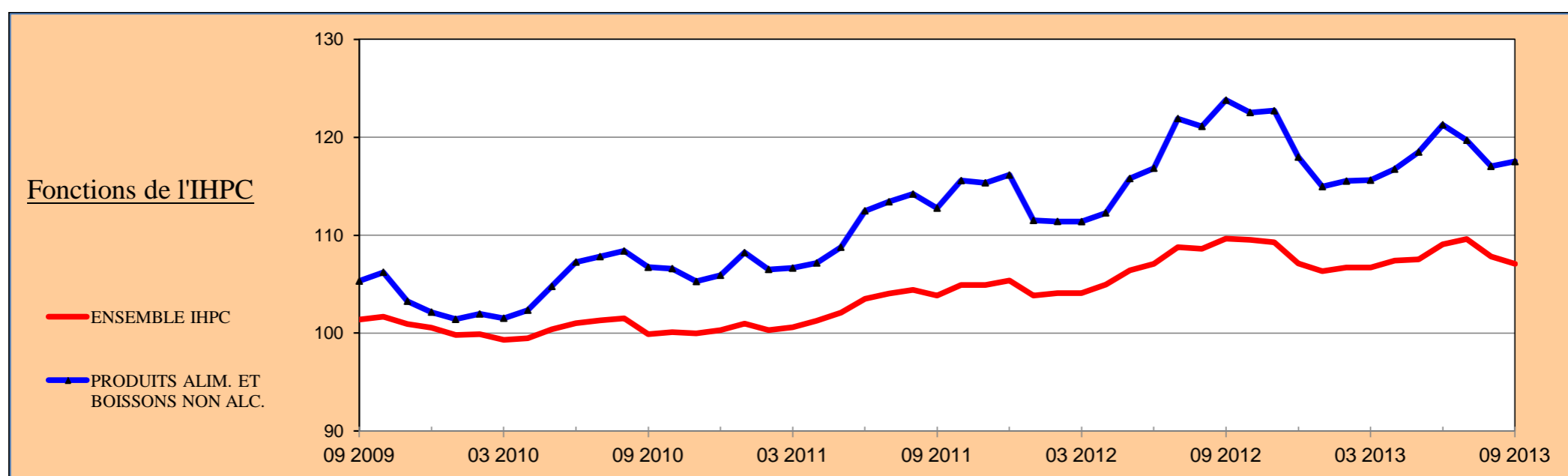
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	9
Secteur monétaire	14
Secteur extérieur	17
Définitions et abréviations	22
Crédit des contributions	23

Secteur réel

Le troisième trimestre 2013 a connu, comparativement au trimestre précédent une très légère hausse des prix à la consommation due à l'effet conjugué d'une baisse des prix des produits alimentaires et une hausse du logement et de l'énergie. Quant à l'industrie, au deuxième trimestre 2013, il a été constaté une baisse saisonnière due principalement à celle de l'industrie textile.

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2012	2012	2013	2013	2013	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	109,0	108,6	106,6	108,0	108,2	0,2%	-0,8%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	122,3	121,1	115,4	118,8	118,1	-0,6%	-3,4%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	106,4	108,4	102,1	103,2	101,2	-2,0%	-4,9%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSSANTS	101,7	101,9	101,9	101,9	101,9	0,0%	0,2%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	110,5	110,6	109,8	111,5	116,2	4,3%	5,2%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	98,4	98,4	98,5	98,5	98,6	0,0%	0,2%
SANTE	100,5	100,5	100,9	100,9	100,9	0,0%	0,4%
TRANSPORTS	105,5	105,5	105,6	105,9	106,0	0,0%	0,5%
COMMUNICATION	63,5	62,7	63,5	63,2	63,6	0,6%	0,1%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	98,5	97,7	97,5	97,5	97,0	-0,4%	-1,5%
ENSEIGNEMENT	102,5	104,4	104,4	104,4	104,4	0,0%	1,8%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	114,8	115,1	116,4	115,9	116,0	0,2%	1,1%
AUTRES BIENS ET SERVICES	103,4	103,8	103,9	103,9	103,9	0,0%	0,5%



Au troisième trimestre 2013, l'indice des prix à la consommation a baissé de 0,8% en variation annuelle. Cependant, en glissement trimestriel, c'est une légère hausse de 0,2% qui a été enregistrée.

La baisse du niveau général des prix est essentiellement imputable à un recul des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-3,4%) et des boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants (-4,9%).

Quant à la légère hausse relevée en glissement trimestriel, elle est surtout liée à une surenchère des biens et services de la fonction "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" dont l'indice s'est accru de 4,3%.

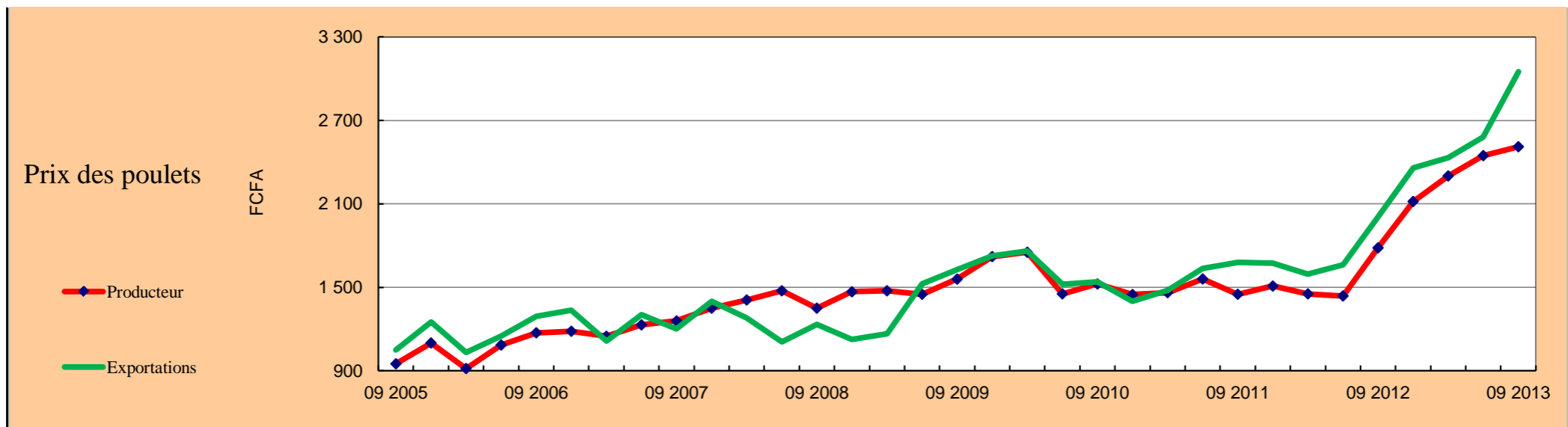
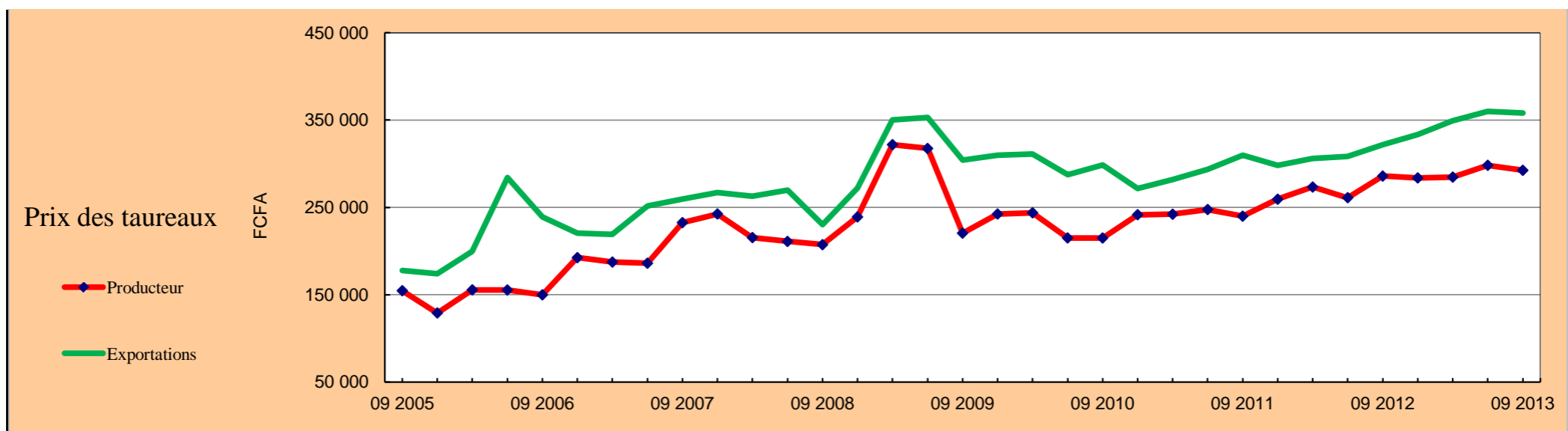
L'inflation annuelle en fin septembre est de -2,3%. La maîtrise de l'inflation est à mettre à l'actif des mesures gouvernementales de lutte contre la vie chère. Il s'agit principalement de la vente des céréales à prix sociaux dans les zones déficitaires, le contrôle des prix des biens de grande consommation et l'installation des boutiques témoins dans les différentes localités. Avec la bonne tenue de la campagne agricole 2013/2014, le niveau de l'inflation pourrait être maîtrisé dans les limites de la norme communautaire pour le reste de l'année 2013.

Le taux d'inflation annuel moyen à fin septembre 2013 se situe à 1,7%.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement		
	2012	2012	2013	2013	2013	trimestriel	annuel	
	Prov							
Prix au producteur du taureau	285 903	283 809	284 741	298 233	292 507	-1,9%	2,3%	
Prix à l'exportation du taureau	321 715	333 493	349 506	360 013	358 135	-0,5%	11,3%	
Prix au producteur du bélier	37 878	42 893	41 094	41 089	40 558	-1,3%	7,1%	
Prix à l'exportation du bélier	48 683	50 426	48 083	47 802	46 604	-2,5%	-4,3%	
Prix au producteur du bouc	17 282	22 953	23 704	22 201	21 679	-2,4%	25,4%	
Prix à l'exportation du bouc	33 672	34 534	33 966	32 827	30 875	-5,9%	-8,3%	
Prix au producteur du poulet	1 784	2 117	2 301	2 447	2 511	2,6%	40,8%	
Prix à l'exportation du poulet	2 006	2 360	2 432	2 582	3 049	18,1%	52,0%	
Prix au producteur de la pintade	2 091	2 384	2 398	2 424	2 562	5,7%	22,5%	
Prix à l'exportation de la pintade	2 365	2 838	2 583	2 626	3 227	22,9%	36,4%	



Le troisième trimestre a été caractérisé d'une part par une baisse du niveau des prix du bétail et d'autre part par une hausse des prix de la volaille comparativement au trimestre précédent.

Les prix moyens de taureau observés sur les marchés affichent une tendance à la baisse (1,9% sur les marchés de production et 0,5% sur les marchés d'exportation). De manière générale, cette tendance des prix serait liée à la baisse de la demande (locale et extérieure). En effet; l'abattage et les exportations de bovins sur pieds ont baissé de 8,8% et de 46,4% respectivement par rapport au trimestre écoulé. En glissement annuel, le niveau global des prix du taureau est resté toujours au dessus de ceux observés de 2,3% au niveau des marchés de production et de 11,3% sur les marchés d'exportation.

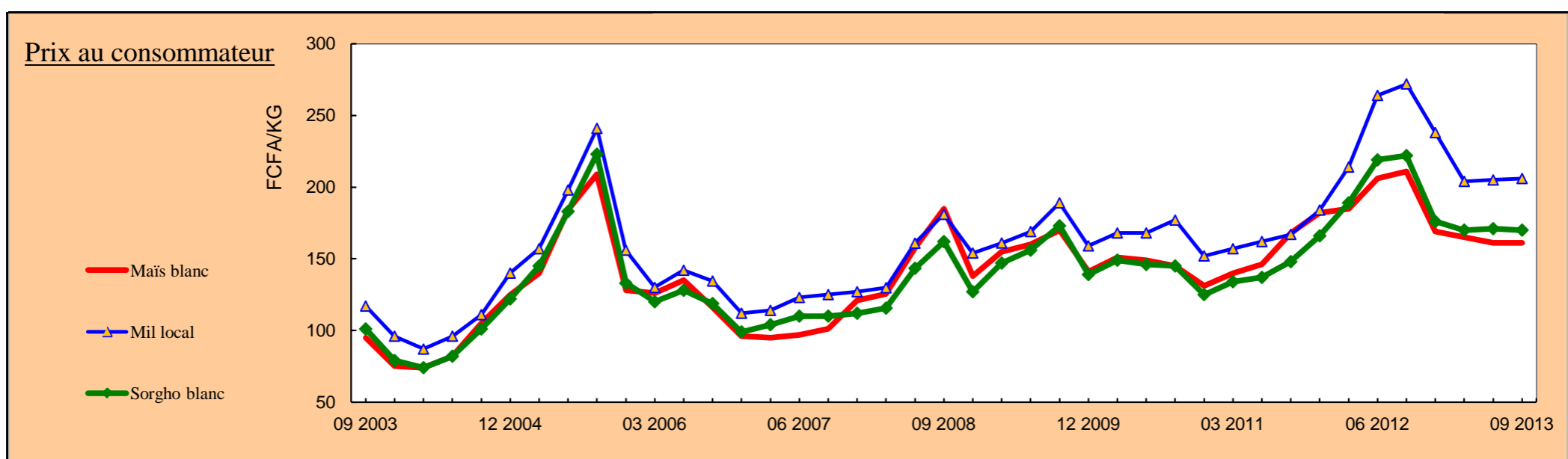
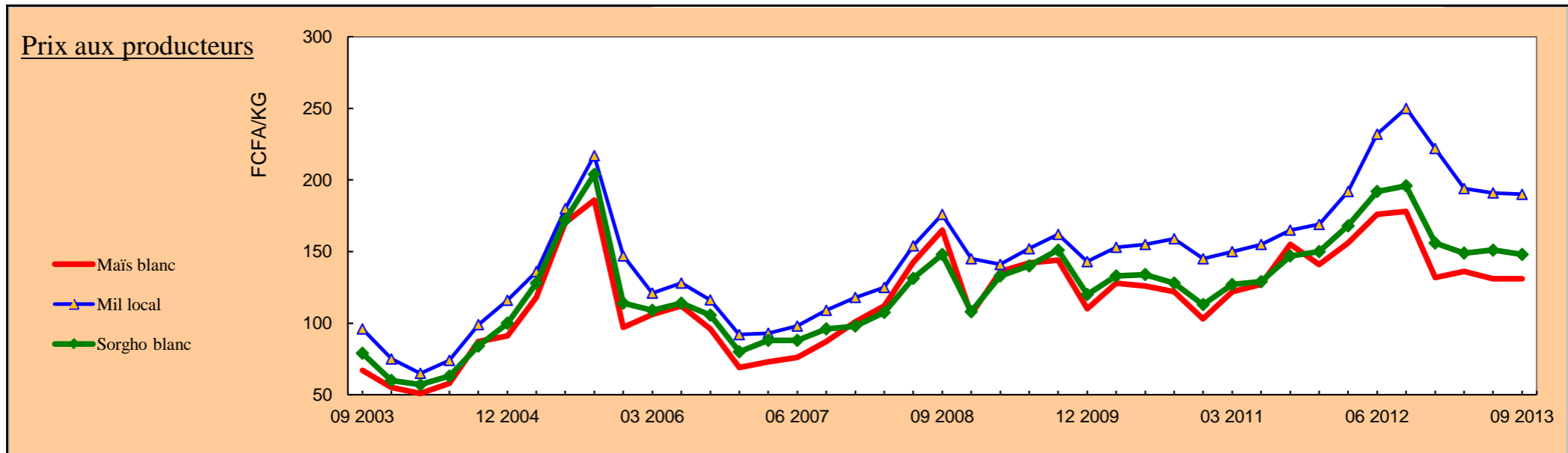
Les prix des caprins affichent la même tendance que celle des ovins. Avec la baisse de l'activité de commercialisation des animaux (baisse des ventes de 48,0%) constatée en cette saison hivernale, les prix des petits ruminants ont connu une baisse comparativement à leur niveau du deuxième trimestre 2013. Ces diminutions vont de 2,4% à 5,9% sur les prix du bouc et de 1,3% à 2,5% sur le prix du bélier. Ainsi donc, les prix du bouc ont variés entre 20 300 FCFA et 35 500 FCFA et ceux du bélier entre 39 200 FCFA et 51 750 FCFA au cours de la période. Comparés au 3e trimestre de 2012, les prix restent en hausse sur les marchés de production de 7,1% pour le bélier et de 25,4% pour le bouc.

La forte demande (taux de vente de 92%) de volaille enregistrée à l'occasion du Ramadan a eu pour corollaire au cours du troisième trimestre 2013, la hausse des mercuriales de poulet de 2,6% sur les marchés de production et de 18,1% sur les marchés d'exportation. Les prix de pintade ont connu des évolutions similaires (5,7% sur les marchés de production et 22,9% sur les marchés d'exportation). En glissement annuel, ces prix affichent sur tous les marchés une tendance haussière encore plus importante (40,8% et 52,0% pour le poulet et 22,9% et 36,4% pour la pintade).

Sources : M.R.A.H. / D.G.P.S.E.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2012	2012	2013	2013	2013	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	178,0	132,0	136,0	131,0	131,0	0,0%	-26,4%
Prix au consommateur du maïs blanc	211,0	169,0	165,0	161,0	161,0	0,0%	-23,7%
Prix au producteur du mil local	250,0	222,0	194,0	191,0	190,0	-0,5%	-24,0%
Prix au consommateur du mil local	272,0	238,0	204,0	205,0	206,0	0,5%	-24,3%
Prix au producteur du sorgho blanc	196,0	156,0	149,0	151,0	148,0	-2,0%	-24,5%
Prix au consommateur du sorgho blanc	222,0	176,0	170,0	171,0	170,0	-0,6%	-23,4%



Au cours de ce troisième trimestre marqué par la période de soudure, une baisse des stocks céréaliers au niveau paysan a été observée. Malgré le bas niveau des stocks paysans, la disponibilité a été effective grâce aux stocks commerçants sur les marchés et les ventes de céréales à prix social dans les zones sujettes à des risques d'insécurité alimentaire. En effet près de 8 034 tonnes de céréales ont été mobilisées pour cette opération de vente à prix social qui se déroule sur la période d'août à fin octobre 2013. Cette bonne disponibilité a permis de stabiliser les prix des céréales au cours du trimestre et d'observer même de légères baisses en fin de trimestre avec les prémices de nouvelles récoltes sur les marchés.

Les prix moyens des céréales ont peu fluctué au cours de ce trimestre. Par rapport au trimestre passé, les prix des céréales à la collecte sont demeurés stables et par rapport à la même période de l'année passée des baisses de prix ont été enregistrés : -27% pour le maïs et -24% pour le mil et le sorgho. Comparativement à la moyenne quinquennale, les variations de prix sont de -15% pour le maïs, -3% pour le sorgho et +4% pour le mil. Les prix au consommateur sont également stables par rapport au trimestre passé et par rapport à l'année passée, il ressort des baisses de prix de 23% pour le sorgho et 24% pour le maïs et le mil. La comparaison par rapport à la moyenne quinquennale donne -9% pour le maïs, +4% pour le mil et une stabilité pour le sorgho. La moyenne des prix du kilogramme sur les marchés de collecte a été de 131 FCFA pour le maïs, 190 FCFA pour le mil et 148 FCFA pour le sorgho. Sur les marchés de détail, les prix moyens au kilogramme du trimestre étaient de 161 FCFA pour le maïs, 206 FCFA pour le mil et 170 FCFA pour le sorgho.

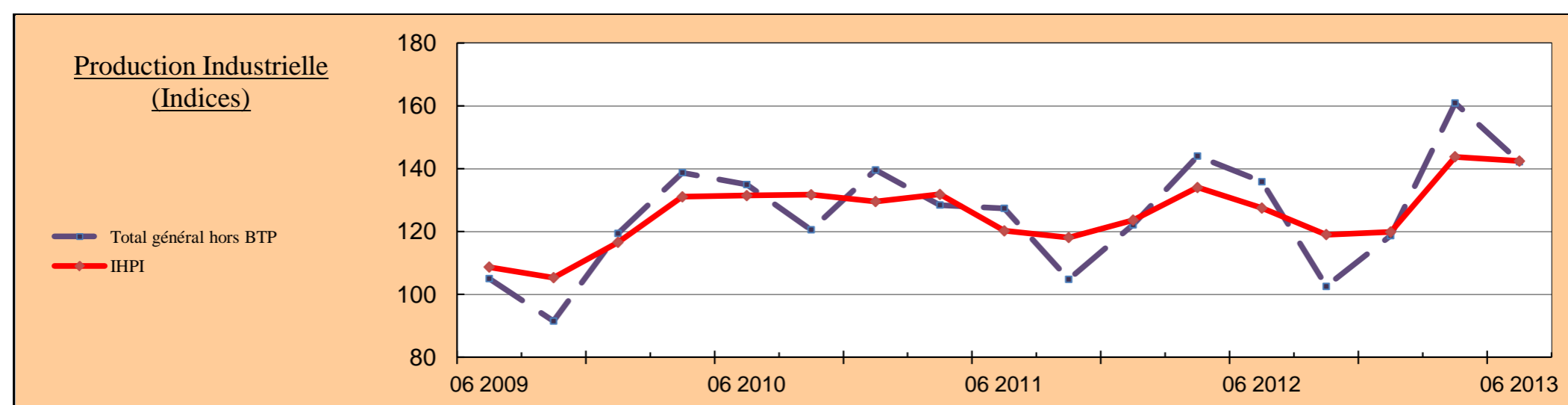
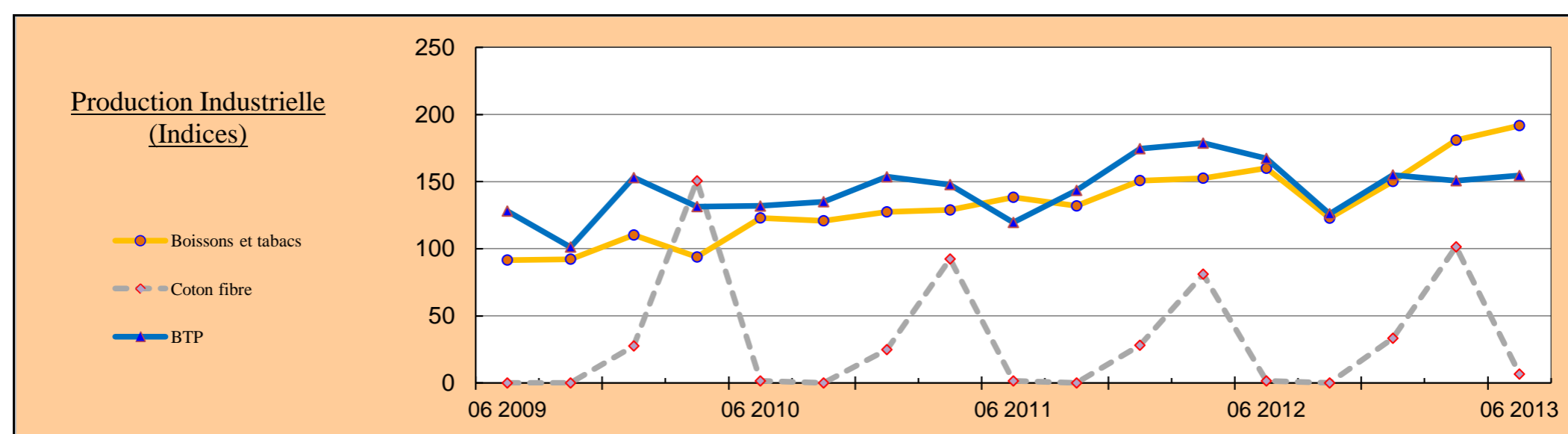
Les marchés les plus chers de ce trimestre se retrouvaient dans la région du sahel (Gorom-Gorom et Dori), du Centre (Sankaryaré), du Nord (Djibo) et de l'Est (Fada N'gourma, Bogandé,) avec des prix moyens du sac de 100 Kg à 20 000 FCFA le maïs, 21 500 FCFA le sorgho et 23 000 FCFA le mil. Les prix les moins élevés ont été enregistrés dans les régions de la Boucle du Mouhoun (Djibasso, Fara, Gassan), du Centre-Est (Kompienga), des Hauts-Bassins (N'Dorola, Faramana) et des Cascades (Douna) avec des moyennes de 12 500 FCFA le sac de maïs, 13 000 FCFA le sac de sorgho et 15 000 FCFA le sac de mil.

Comme perspectives pour le trimestre prochain, les prix devraient connaître de légère hausse avec la période de soudure. Néanmoins ces hausses se seront pas de grandes amplitudes compte tenu du niveau satisfaisant des stocks céréaliers : ces hausses n'excéderont pas les 10% par rapport aux prix actuels. Les prix demeureront toujours en dessous de ceux de l'année passée.

Sources : M.A.S.A. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2012	2012	2012	2013	2013	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	1,5	0,0	33,3	101,4	6,6	-93,5%	339,5%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	143,1	113,1	130,8	168,4	170,7	1,4%	19,3%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	11,6	8,7	34,8	100,2	13,7	-86,4%	17,9%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	1 055,9	1 091,3	1 275,2	1 041,2	926,5	-11,0%	-12,3%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	149,9	119,8	129,8	173,7	148,2	-14,7%	-1,2%
BOISSONS ET TABAC	160,0	122,8	150,2	180,9	191,8	6,0%	19,9%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	149,9	119,8	129,8	173,7	148,2	-14,7%	-1,2%
BOULANGERIES, MEUNERIES	140,9	133,6	118,9	137,2	175,0	27,5%	24,2%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	107,6	91,2	90,7	144,1	125,8	-12,7%	17,0%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	113,1	96,7	50,3	88,1	84,5	-4,2%	-25,3%
INDUSTRIES CHIMIQUES	79,7	61,4	77,1	83,0	76,6	-7,7%	-3,8%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	16,1	8,1	13,3	11,2	8,3	-26,0%	-48,5%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	140,1	69,1	99,0	111,2	169,6	52,5%	21,0%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	167,3	126,1	155,0	150,7	154,5	2,5%	-7,6%
TOTAL GENERAL HORS BTP	135,9	102,6	118,7	160,9	142,2	-11,6%	4,7%
IHPI	140,0	105,7	123,5	159,6	143,9	-9,8%	2,7%



La production dans l'industrie burkinabè a connu une baisse au cours du deuxième trimestre 2013. En effet, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) s'est établi à 143,9, soit une baisse de 9,8% en glissement trimestriel. Cependant, comparativement au même trimestre de l'année 2012, l'indice a connu une hausse de 2,7%.

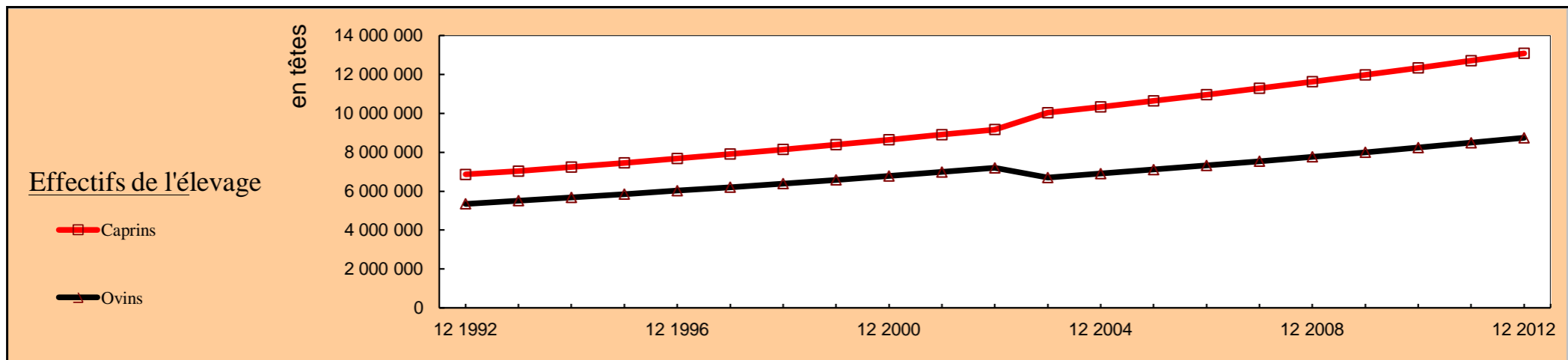
Ce recul de l'industrie est principalement le fait de l'arrêt de la production de la fibre de coton. La forte baisse constatée (-93,5%) en glissement trimestriel est le fait de la saisonnalité de l'activité d'égrenage de coton dont la matière première est obtenue à l'issue de la campagne agricole. Les industries de fabrication de textiles ont suivi la même tendance en glissement trimestriel (-86,4%). Les autres secteurs ayant contribué à la baisse de l'activité industrielle sont les industries extractives, alimentaires et celles de fabrication d'ouvrages en bois et en métaux, avec des glissements trimestriels respectifs de -11,0%, -12,7% et -26,0%.

En dépit de la baisse observée dans nombre de sous secteurs de l'industrie, la sous branche énergétique a, quant à elle, connu une hausse appréciable de 52,5% en glissement trimestriel, principalement due à l'augmentation de la production d'électricité pour répondre aux besoins de plus en plus croissants au cours de cette période de l'année. En glissement annuel le secteur eau, électricité et gaz enregistre également une hausse de 21%. L'autre sous branche ayant connu un regain de croissance, l'industrie de boissons et de tabac, a enregistré des hausses tant en glissement trimestriel (+6,0%) qu'annuel (+19,9%) au cours du second trimestre de l'année 2013.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	Croissance moyenne	
						2008-2012	2011-2012
Effectif de bovins (en têtes)	8 072 420	8 233 845	8 398 499	8 566 448	8 737 757	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	7 770 083	8 003 164	8 243 238	8 490 513	8 745 206	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	11 633 992	11 982 987	12 342 454	12 712 705	13 094 064	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	35 359	36 420	37 512	38 638	39 797	3,0%	3,0%

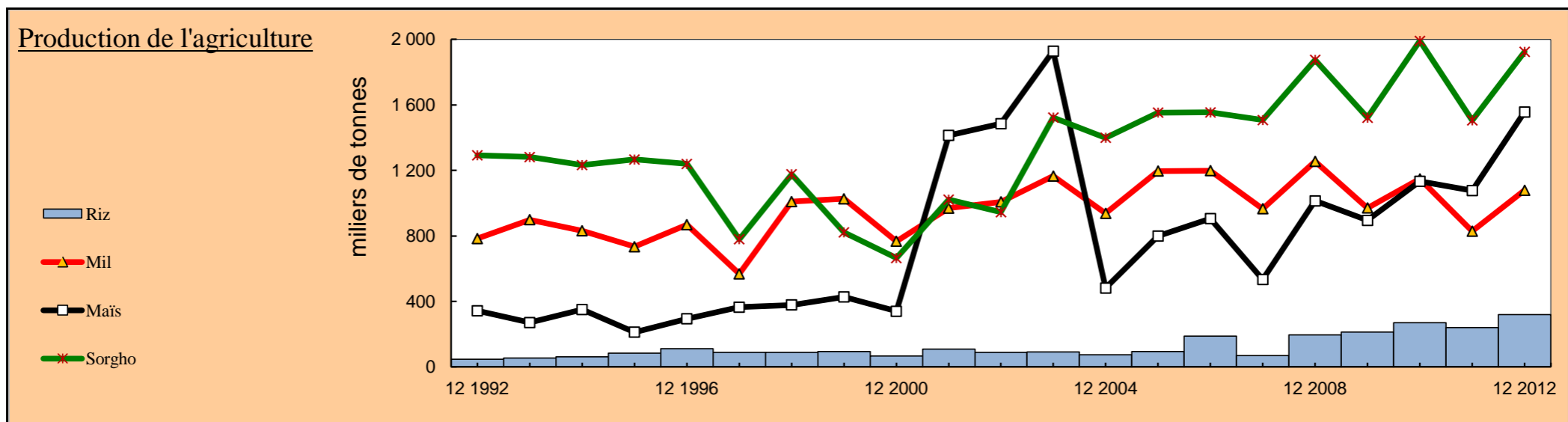


La Deuxième Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel (ENEC II) réalisée en 2003 a permis de mettre à jour les données démographiques du cheptel ; depuis lors, celles-ci sont annuellement actualisées à partir des taux de croît spécifiques. En attendant de disposer de données plus actuelles au terme de l'Enquête Nationale sur le Cheptel (ENC), l'actualisation des effectifs du cheptel en fin décembre 2012 donnent les résultats ci-dessus présentés.

Sources : M.R.A.H. / D.G.P.S.E.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	Croissance moyenne	
						2008-2012	2011-2012
Production brute totale de céréales	4 358 518	3 626 637	4 560 574	3 666 405	4 898 544	3,0%	33,6%
dont : Production brute de mil	1 255 189	970 927	1 147 894	828 741	1 078 394	-3,7%	30,1%
dont : Production brute de sorgho	1 875 046	1 521 468	1 990 228	1 505 543	1 923 805	0,6%	27,8%
dont : Production brute de maïs	1 013 634	894 558	1 133 452	1 076 754	1 556 316	11,3%	44,5%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	195 102	213 584	270 658	240 865	319 390	13,1%	32,6%



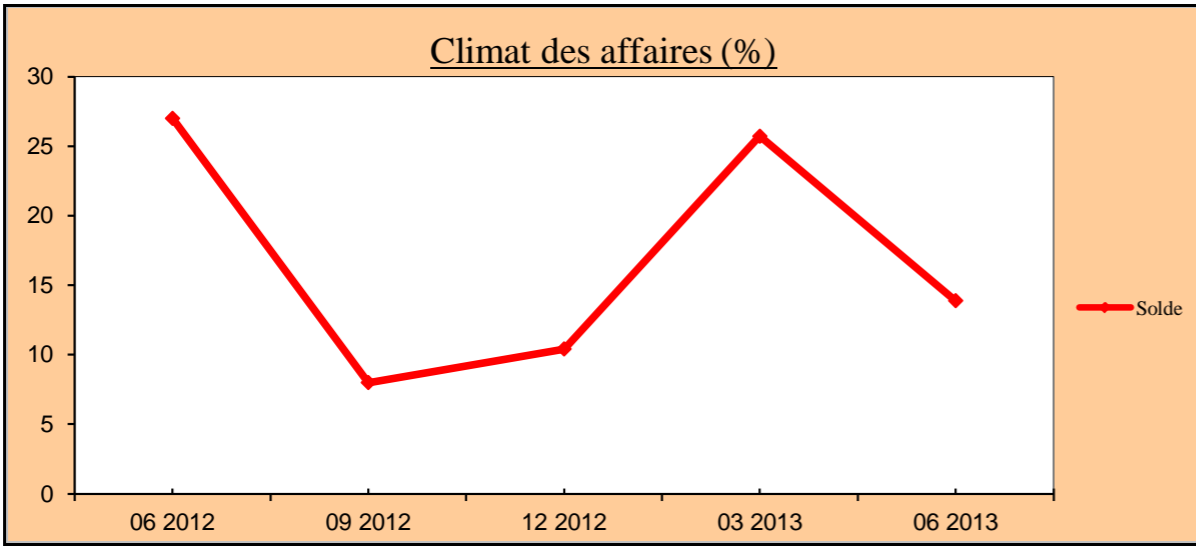
Ce deuxième trimestre a été marqué par le lancement officiel de la campagne agricole 2013-2014, le 24 mai 2013 à Kourga dans la province du Zoundwéogo. La cérémonie a été présidée par le ministre de l'Agriculture et de la sécurité alimentaire. Il est attendu 5 500 000 tonnes de céréales notamment de riz et de maïs. Un accent sera mis sur la promotion du riz pluvial, la promotion de la culture du niébé par les femmes rurales, l'opération Bondofa, l'opération maïs de case, l'appui à la filière sésame et l'appui à la filière manioc et patate douce.

Au cours de cette campagne 2013-2014, les producteurs seront fortement soutenus à travers la dotation de 13 000 tonnes d'engrais pour un montant total de plus de 7 milliards de F CFA. A cela s'ajoute la distribution de 8 600 tonnes de semences, toutes spéculations confondues, et de 14 millions de boutures de manioc et de patate douce pour un montant de plus de 5 milliards de F CFA.

Afin que chaque producteur puisse avoir les semences à sa disposition, un nouveau mode de distribution des semences et des engrais a été mis en place. Selon le ministre, une place de choix sera accordée au privé, à travers la société Agrodia. Le volet équipement n'est pas en reste car il est prévu l'acquisition de plus de 30 000 unités (charrues, charrettes, semoirs, etc). Il est également prévu au titre de cette campagne, l'acquisition de 500 tracteurs dont 125 sont déjà disponibles. Enfin, il est prévu la réalisation de près de 4 550 ha de nouveaux aménagements de périmètres irrigués, 11 490 ha de nouveaux bas-fonds aménagés et la promotion des technologies simples d'irrigation.

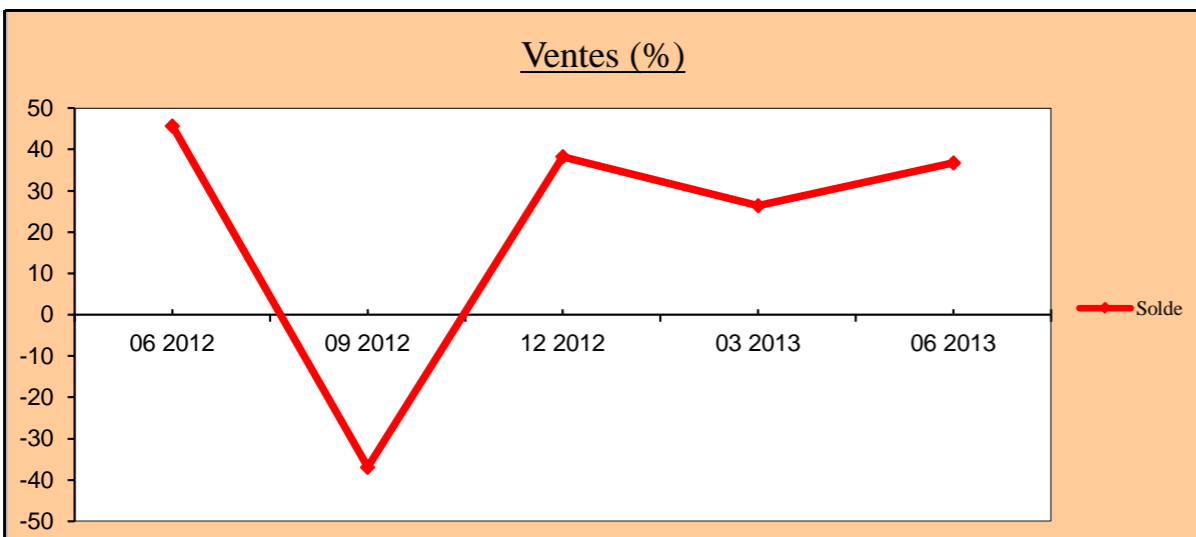
Sources : M.A.S.A. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.E.S.S.

SOLDES D'OPINION



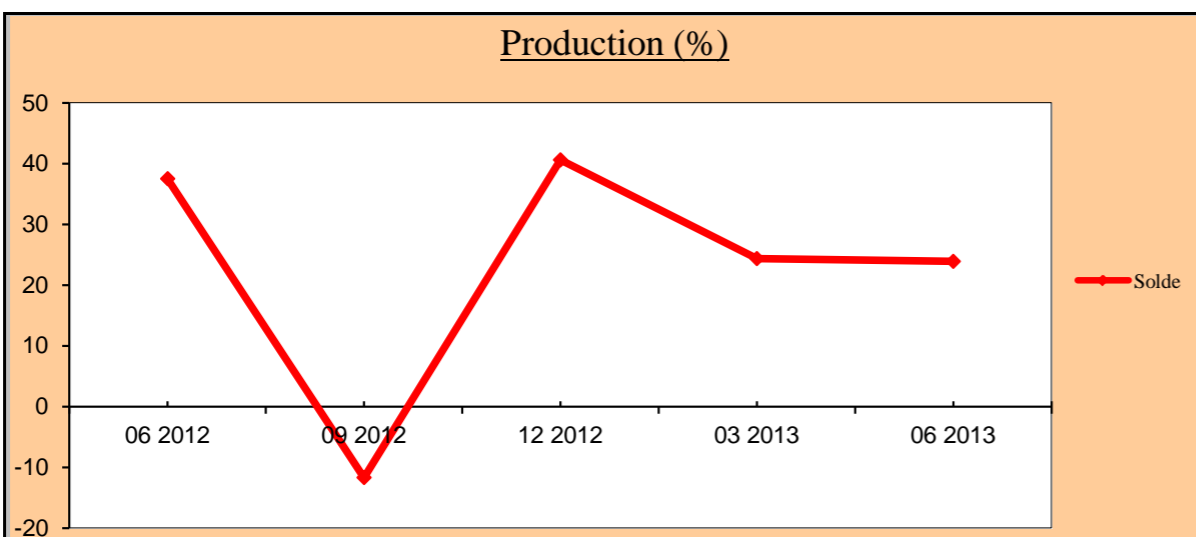
Climat des affaires

Tout comme au premier trimestre, les chefs d'entreprises ont estimé que l'activité économique s'est déroulée dans un climat des affaires favorable au cours du deuxième trimestre 2013.



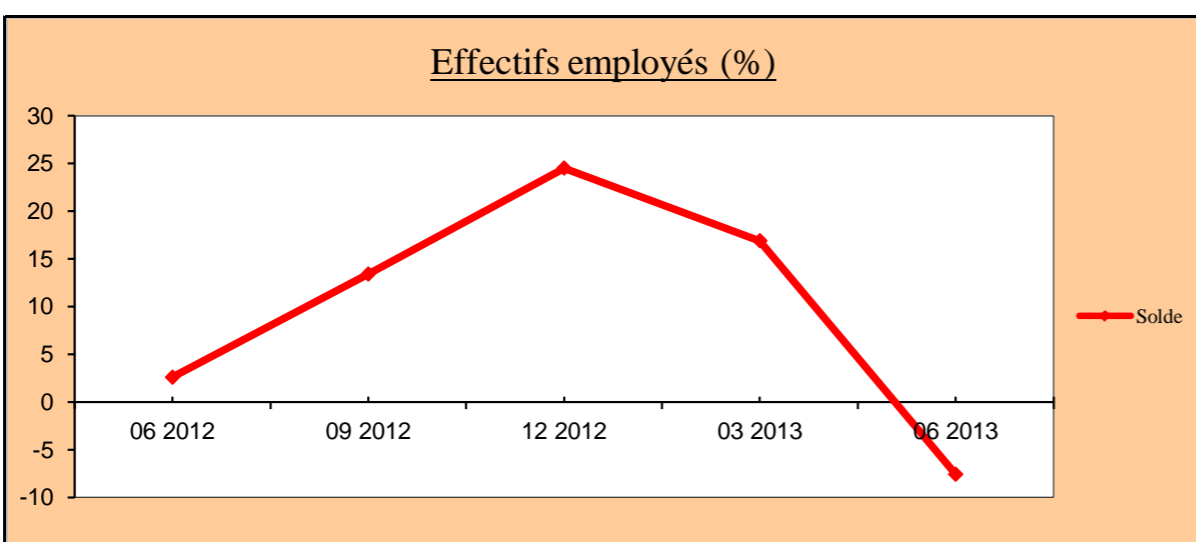
Ventes

A la faveur de ce climat des affaires favorable, les ventes sont ressorties en hausse comparées au premier trimestre 2013.



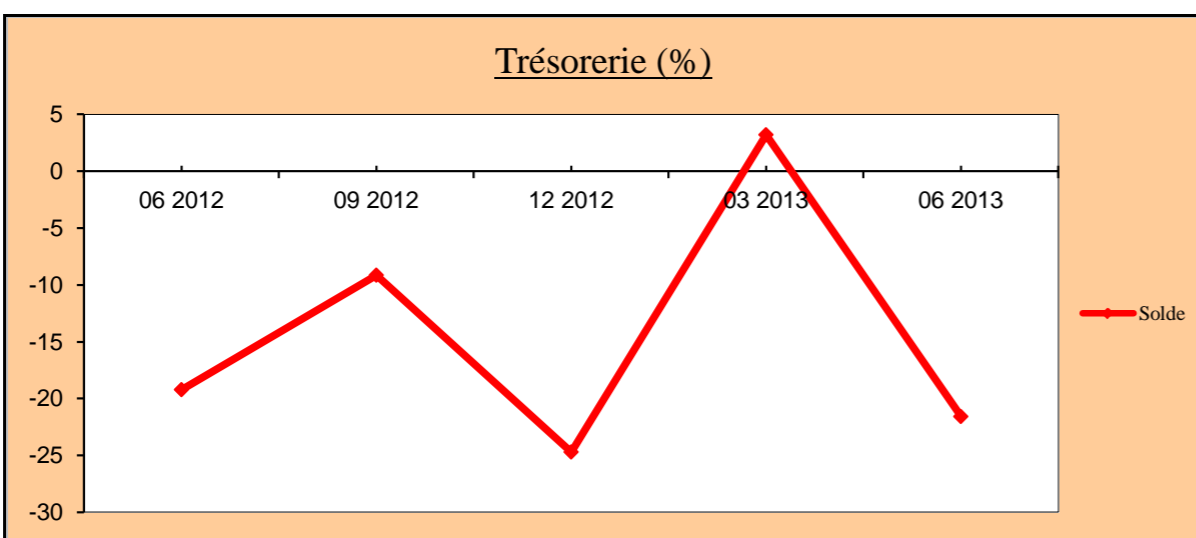
Production

Aussi, la production a connu une augmentation par rapport au premier trimestre 2013.



Effectifs employés

Toutefois, les effectifs employés ont connu une baisse comparés à leur niveau au premier trimestre 2013.



Trésorerie des entreprises

Cette situation pourrait s'expliquer par les tensions de trésorerie qu'ont connues les entreprises au cours du deuxième trimestre. En effet, dans l'ensemble la situation de la trésorerie des entreprises était difficile.

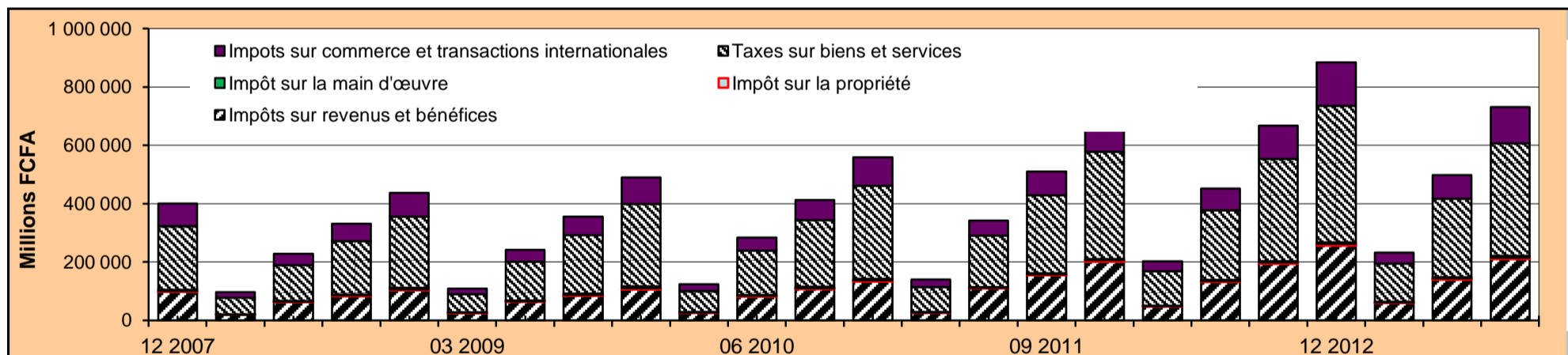
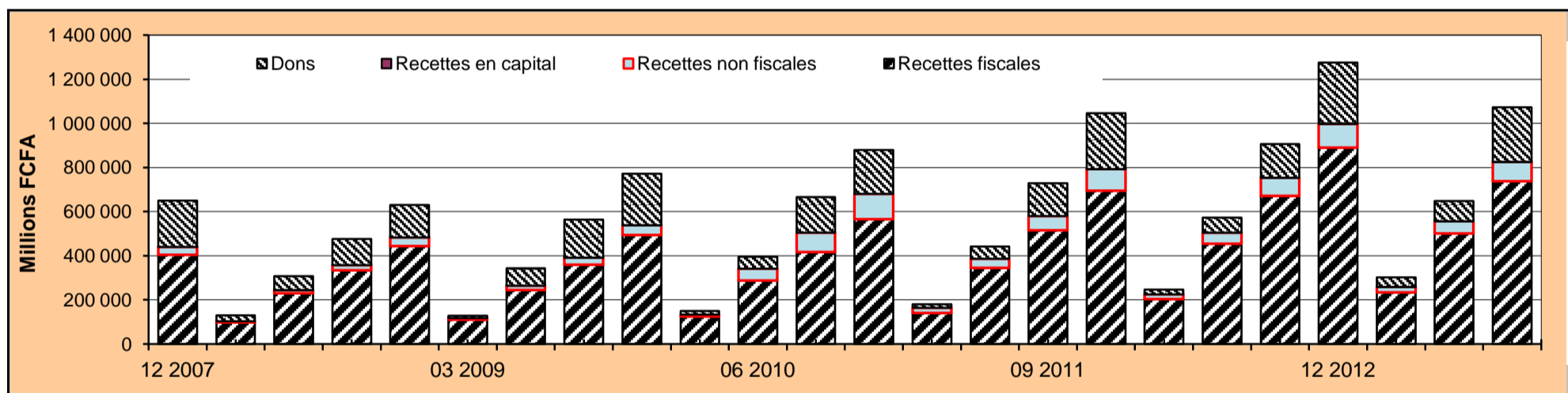
Sources :M.E.F. / I.N.S.D.

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat est ressortie excédentaire à fin septembre 2013, s'établissant à 24,3 milliards de francs CFA contre un déficit de 33,7 milliards de francs CFA à la même période en 2012, soit une amélioration de 58 milliards de francs CFA. Hors dons, ce solde s'est élevé à -233,8 milliards de francs CFA à fin septembre 2013 contre -185,6 milliards de francs CFA à la même période en 2012.

RECETTES TOTALES ET DONNS

RECETTES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	3. Trim. 2012	4. Trim. 2012	1. Trim. 2013	2. Trim. 2013	3. Trim. 2013	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	1 485 343,0	906 063,6	1 276 409,9	301 682,3	649 164,3	1 073 297,6	72,3%	18,5%
Recettes totales	1 066 089,2	754 174,9	998 909,2	259 335,3	556 816,2	825 203,5	77,4%	9,4%
Recettes courantes	1 066 089,2	754 079,9	998 814,2	259 288,0	556 768,7	825 155,8	77,4%	9,4%
Recettes fiscales	947 541,7	672 425,3	890 777,7	234 330,8	501 519,7	737 281,3	77,8%	9,6%
Impôts sur revenus et bénéfices	273 187,8	194 357,4	256 029,1	60 348,1	140 548,6	209 864,7	76,8%	8,0%
Impôt sur la main d'œuvre	5 372,3	4 337,4	5 900,7	1 755,1	3 680,9	5 518,0	102,7%	27,2%
Taxes sur biens et services	485 205,3	350 993,2	467 464,8	130 698,0	268 324,8	385 469,2	79,4%	9,8%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	169 749,4	113 329,2	148 609,2	38 241,6	81 543,5	124 317,9	73,2%	9,7%
Autres recettes fiscales	6 290,3	5 139,3	7 001,8	1 740,5	4 025,9	6 783,3	107,8%	32,0%
Recettes non fiscales	118 547,4	81 654,6	108 036,4	24 957,2	55 249,0	87 874,6	74,1%	7,6%
Recettes en capital	0,000	95,007	95,013	47,332	47,509	47,673		-49,8%
Dons	419 253,8	151 888,7	277 500,7	42 347,0	92 348,1	248 094,1	59,2%	63,3%
Projets	223 499,8	60 195,5	111 609,1	42 347,0	69 756,8	136 984,8	61,3%	127,6%
Programmes	195 754,0	91 693,2	165 891,6	0,0	22 591,3	111 109,3	56,8%	21,2%



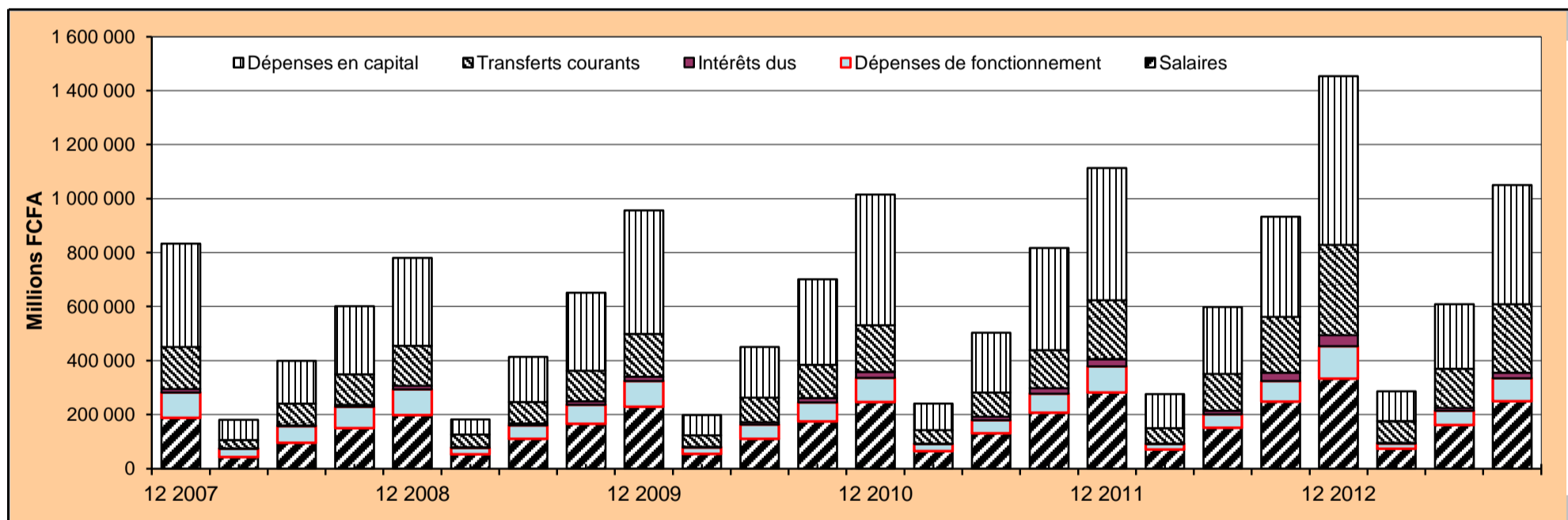
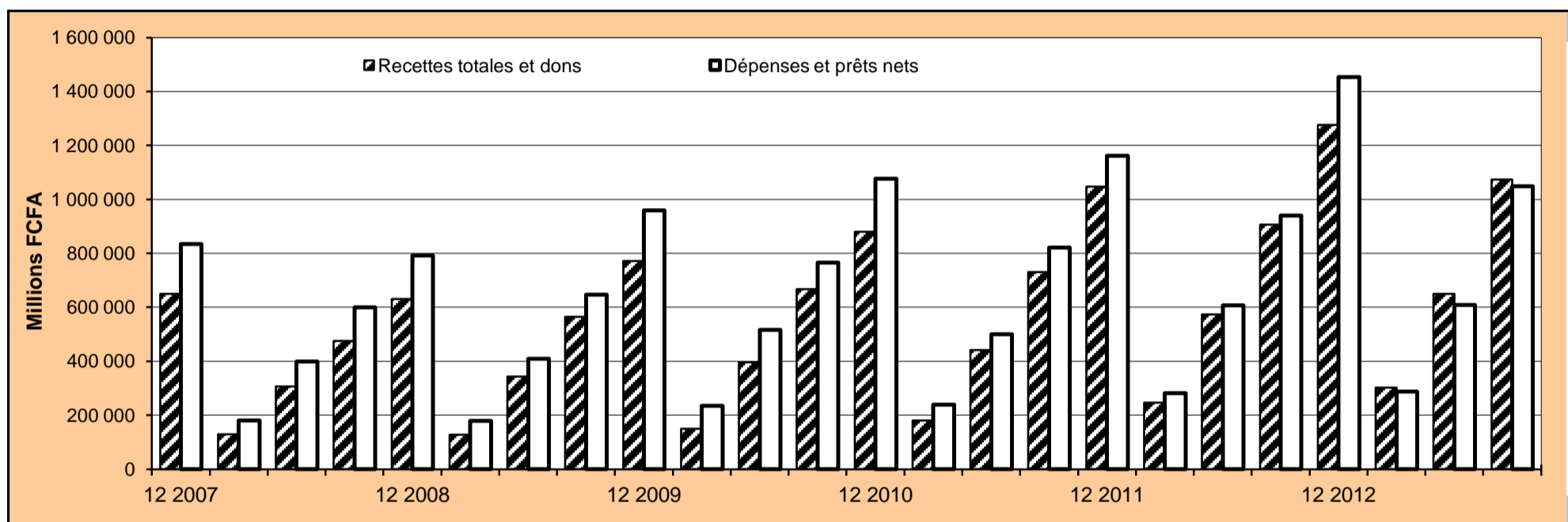
Les recettes totales et dons ont été mobilisés à hauteur de 1 073,3 milliards de francs CFA à fin septembre 2013 contre 906,1 milliards de francs CFA à la même période en 2012, soit une augmentation de 167,3 milliards de francs CFA. Cette performance s'explique par une mobilisation accrue des recettes propres (+9,4%) et une hausse des dons (+63,3%) au cours de la période.

Les recettes propres ont été recouvrées à hauteur de 825,2 milliards FCFA à fin septembre 2013 contre 754,2 milliards FCFA une année auparavant, correspondant à une hausse de 9,4%. Les recettes fiscales ont enregistré une progression de 9,6% par rapport à fin septembre 2012 pour se situer à 737,3 milliards de francs CFA à fin septembre 2013. En effet, les principales catégories de recettes fiscales que sont les taxes sur les biens et services, les impôts sur les revenus et bénéfices, ainsi que les impôts sur le commerce et les transactions internationales ont respectivement progressé de 34,5 milliards de FCFA (+9,8%) ; 15,5 milliards de FCFA (+8,0%) et 11,0 milliards de FCFA (+9,7%) entre fin septembre 2012 et fin septembre 2013. A fin septembre 2013, le recouvrement des recettes non fiscales est ressorti à 87,9 milliards de francs CFA, en hausse de 7,6% par rapport à fin septembre 2012 (81,7 milliards de francs CFA). Ce niveau de recouvrement a été atteint grâce à un maillage plus important des ministères et institutions et au suivi des perceptions spécialisées créées en leur sein. La mobilisation des dons s'est élevée à 248,1 milliards de francs CFA à fin septembre 2013 contre 151,9 milliards de francs CFA à fin septembre 2012, soit une progression de 63,3%.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	3. Trim. 2012	4. Trim. 2012	1. Trim. 2013	2. Trim. 2013	3. Trim. 2013	Taux d'exécution	Glissement annuel
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 600 764,8	939 808,5	1 452 866,0	287 227,8	609 163,8	1 049 036,7	65,5%	11,6%
Dépenses	1 590 809	932 819,1	1 453 742,7	286 446,4	608 783,3	1 050 387,2	66,0%	12,6%
Dépenses courantes	749 840	562 058,9	828 665,7	176 438,4	370 055,9	608 399,9	81,1%	8,2%
Salaires	349 565	248 349,6	332 339,6	73 751,1	162 010,0	250 120,9	71,6%	0,7%
Dépenses de fonctionnement	120 914	76 020,2	120 570,9	19 142,3	51 737,4	84 223,8	69,7%	10,8%
Intérêts dus	29 855	31 190,4	41 805,6	2 764,6	11 084,5	21 323,6	71,4%	-31,6%
Transferts courants	249 505	206 498,7	333 949,6	80 780,4	145 224,1	252 731,6	101,3%	22,4%
Dépenses en capital	840 968	370 760,2	625 077,0	110 008,0	238 727,4	441 987,3	52,6%	19,2%
financées sur ressources propres	420 280	229 233,8	402 449,5	51 146,9	137 835,1	258 120,3	61,4%	12,6%
Prêts nets	9 956	6 989,4	-876,7	781,3	380,4	-1 350,5	-13,6%	-119,3%



L'exécution des dépenses publiques s'est améliorée entre juin 2013 et septembre 2013. En effet, l'exécution des dépenses et prêts nets est ressortie à 1049,0 milliards de francs CFA à fin septembre 2013 contre 939,8 milliards de francs CFA à fin septembre 2012, correspondant à un accroissement de 11,6%. En juin 2013, elle s'était chiffrée à 609,2 milliards de francs CFA.

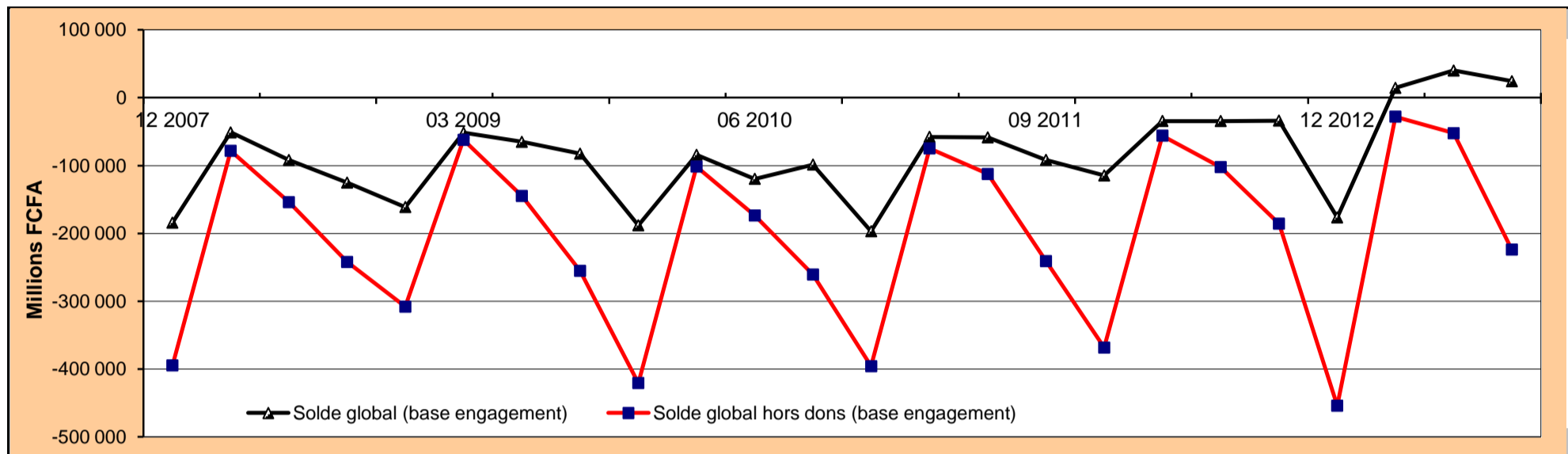
Les dépenses courantes, en progression de 8,2% par rapport à fin septembre 2012, ont été exécutées à hauteur de 608,4 milliards de francs CFA à fin septembre 2013. Cette évolution est due principalement à l'augmentation des dépenses de transferts courants (+22,4%) et des dépenses de fonctionnement (+10,8%). Les intérêts payés au titre de la dette publique ayant enregistré un recul (-31,6%).

Les dépenses en capital s'élèvent à 442,0 milliards de francs CFA soit une hausse de (19,2%) par rapport à fin septembre 2012. Cette évolution résulte principalement de la hausse des investissements financés sur ressources extérieures (+28,6 %), les investissements financés sur ressources propres ont également augmenté (+28,9 milliard de FCFA).

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

SOLDES ET FINANCEMENT

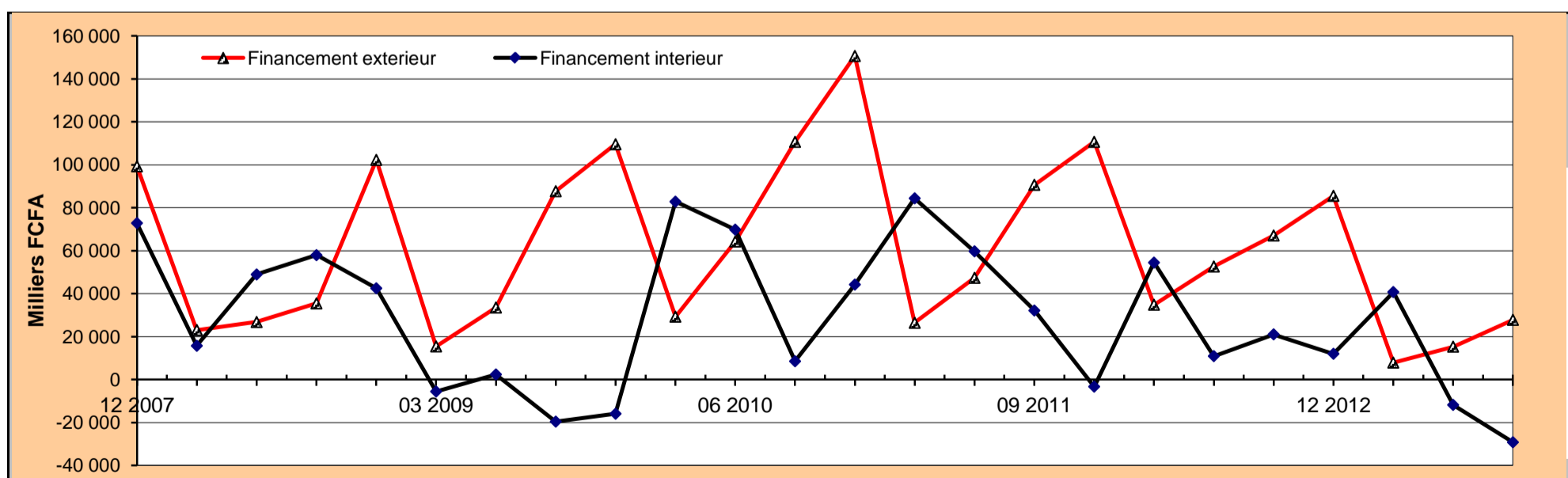
SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2012	2012	2013	2013	2013		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-115 421,9	-33 744,9	-176 456,1	14 454,5	40 000,6	24 260,9	-21,0%	-171,9%
Solde global hors dons (base engagement)	-534 676	-185 633,6	-453 956,8	-27 892,5	-52 347,5	-223 833,2	41,9%	20,6%
Solde primaire	-504 820	-154 443,2	-412 151,2	-25 127,9	-41 263,1	-202 509,7	40,1%	31,1%
Solde de base	-113 987	-45 875,7	-236 826,3	26 658,7	44 234,9	-44 766,0	39,3%	-2,4%
Solde global (base caisse)	-115 421,9	-83 378,4	-104 180,5	-50 029,8	-6 892,2	20 864,4	-18,1%	-125,0%
Solde global hors dons (base caisse)	-534 675,6	-235 267,1	-381 681,2	-92 376,8	-99 240,3	-227 229,7	42,5%	-3,4%



Le solde global base engagement des opérations financières de l'Etat s'est établi à 24,3 milliards de francs CFA contre un déficit de 33,7 milliards de francs CFA à la même période en 2012, en amélioration de 58 milliards de francs CFA. Hors dons, ce solde est ressorti déficitaire à 223,8 milliards de francs CFA à fin juin 2013 contre un déficit de 185,6 milliards de FCFA à la même période en 2012, soit une évolution du déficit par rapport à fin septembre 2012.

Quant au solde global base caisse, il s'est chiffré à 20,86 milliards de francs CFA à fin septembre 2013 contre -83,38 milliards de francs CFA une année auparavant.

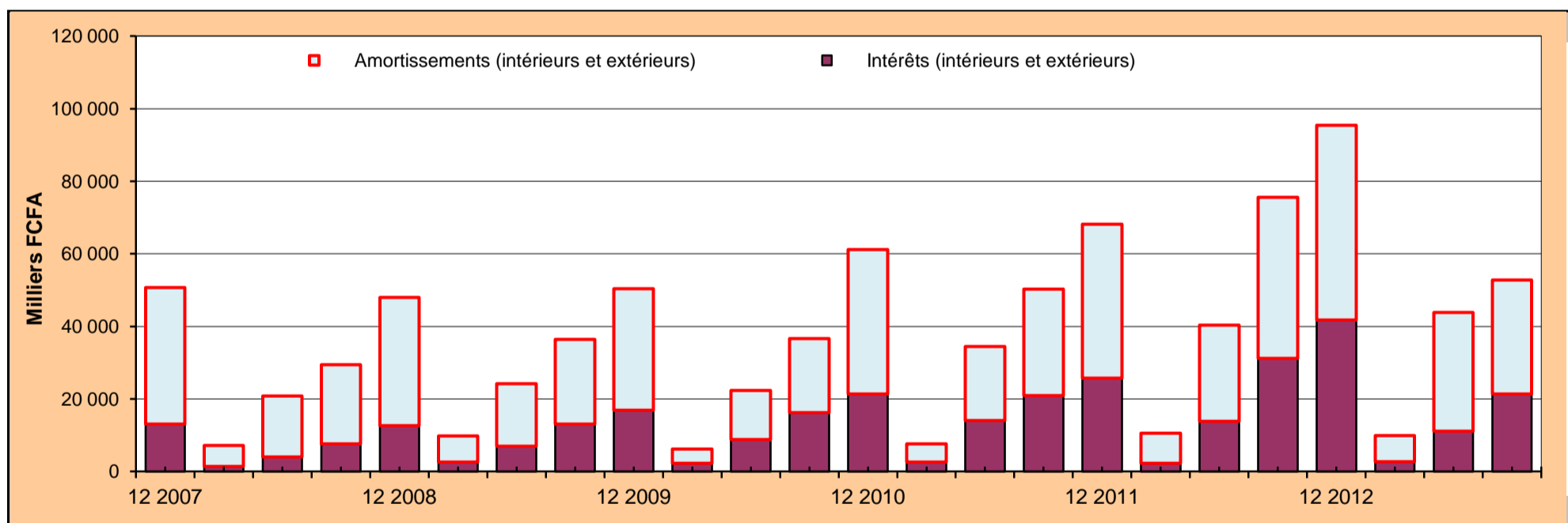
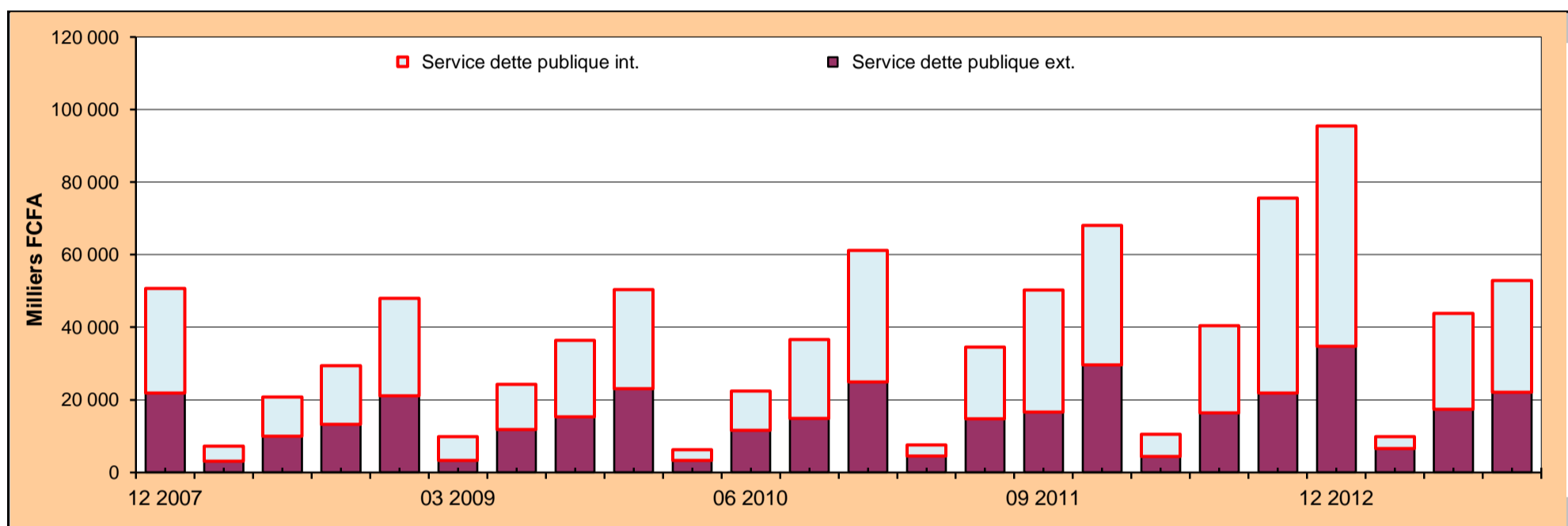
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2012	2012	2013	2013	2013		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Financement	61 400,8	88 150,5	97 555,7	48 679,6	3 543,4	-1 364,6	-2,2%	-101,5%
Financement extérieur	91 552,5	67 095,8	85 545,9	7 918,7	15 335,1	27 812,0	30,4%	-58,5%
Décassements extérieurs	115 790,3	81 062,4	107 283,9	12 204,1	26 825,6	42 082,4	36,3%	-48,1%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-24 237,8	-13 966,6	-21 738,0	-4 285,4	-11 490,5	-14 270,4	58,9%	2,2%
Ajustement taux de change		0,0	0,0	0,0	0,0	#VALEUR!		
Financement intérieur	-30 151,7	21 054,7	12 009,8	40 760,9	-11 791,7	-29 176,6	96,8%	-238,6%
Financement bancaire	2 775,0	23 370,5	-25 952,9	51 881,1	-10 113,4	-38 400,8	-1383,8%	-264,3%
Secteur non bancaire	-32 926,7	-2 315,8	37 962,7	-11 120,2	-1 678,2	9 224,2	-28,0%	-498,3%
Gap de financement	-54 021,1	-4 772,1	6 624,9	1 350,2	3 348,8	-19 499,8	36,1%	308,6%



Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2013)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2012	2012	2013	2013	2013		
		Réal.	Réal.	Est.	Est.	Est.		
Total service dette publique	70 130,0	75 585,6	95 435,4	9 891,6	43 844,5	52 825,7	75,3%	-30,1%
Amortissements (int. et ext.)	50 100	44 395,2	53 629,8	7 127,0	32 760,0	31 502,2	62,9%	-29,0%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	20 030	31 190,4	41 805,6	2 764,6	11 084,5	21 323,6	106,5%	-31,6%
Service dette publique int.	40 525,4	53 726,2	60 705,7	3 374,0	26 472,5	30 696,1	75,7%	-42,9%
Amortissements	28 868	30 428,7	31 891,8	2 841,6	21 269,5	17 231,7	59,7%	-43,4%
Intérêts	11 657	23 297,5	28 813,9	532,4	5 202,9	13 464,3	115,5%	-42,2%
Service dette publique ext.	29 604,6	21 859,4	34 729,7	6 517,6	17 372,0	22 129,6	74,8%	1,2%
Amortissements	21 232	13 966,6	21 738,0	4 285,4	11 490,5	14 270,4	67,2%	2,2%
Intérêts	8 373	7 892,9	12 991,7	2 232,2	5 881,5	7 859,2	93,9%	-0,4%
Service dette ext./recettes totales	2,8%	2,9%	3,5%	2,5%	3,1%	2,7%	96,6%	-7,5%



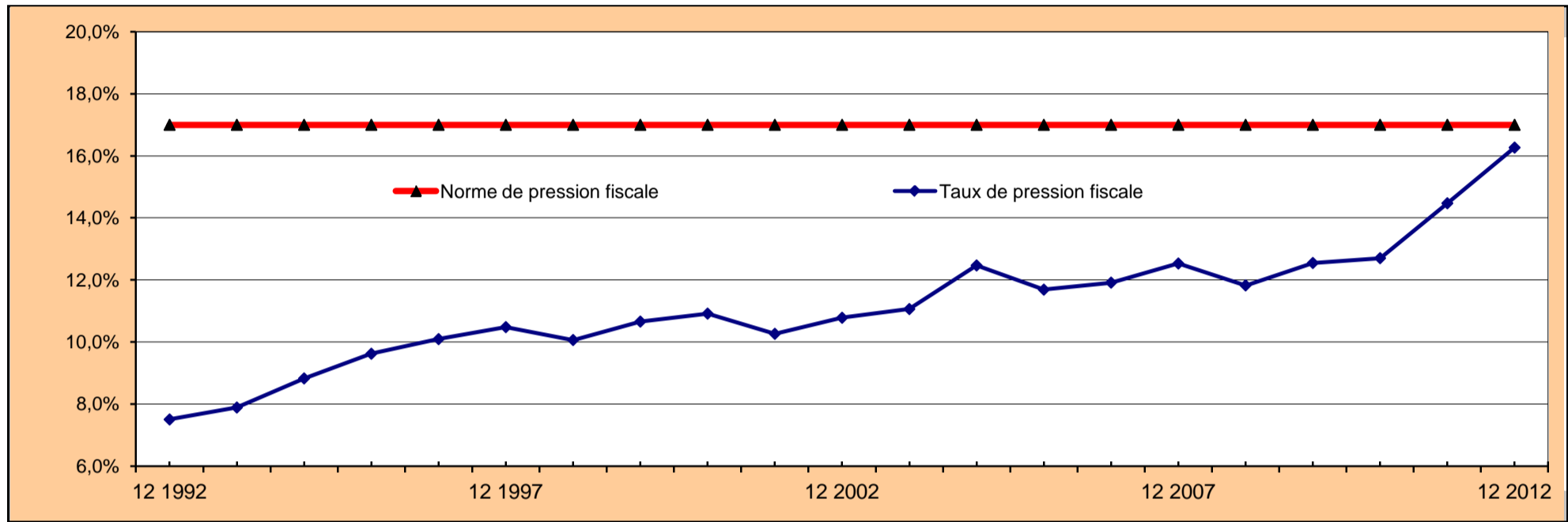
Le service de la dette s'est établi à 52,8 milliards de FCFA au 30 septembre 2013 contre 75,6 milliards de FCFA à la même période en 2012.

Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", il est évalué à 2,7% à fin septembre 2013 contre 2,9% au troisième trimestre 2012.

Sources : M.E.F. / D.G.T.C.P/D.S.O.F.E

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes	12 2008	12 2009	12 2010	12 2011	12 2012
		Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang						
Soldes budgétaires de base / PIB nominal	≥ 0%	-4,6%	-5,6%	-2,9%	-2,4%	-4,3%
Taux d'inflation	≤ 3%	10,7%	2,6%	-0,6%	2,8%	3,8%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤ 70%	24,6%	27,5%	29,7%	30,4%	30,1%
Critères de 2nd rang						
Investissements sur ressources propres / Recettes fiscales	≥ 20%	43,7%	47,6%	49,0%	40,7%	45,2%
Masse salariale / Recettes fiscales	≤ 35%	44,7%	46,2%	43,5%	40,5%	37,3%
Solde extérieur courant / PIB nominal	≤ 5%	-14,8%	-9,1%	-6,1%	-5,6%	-5,6%
Taux de pression fiscale	≥ 17%	11,8%	12,5%	12,7%	14,5%	16,3%



Sources : M.E.F.

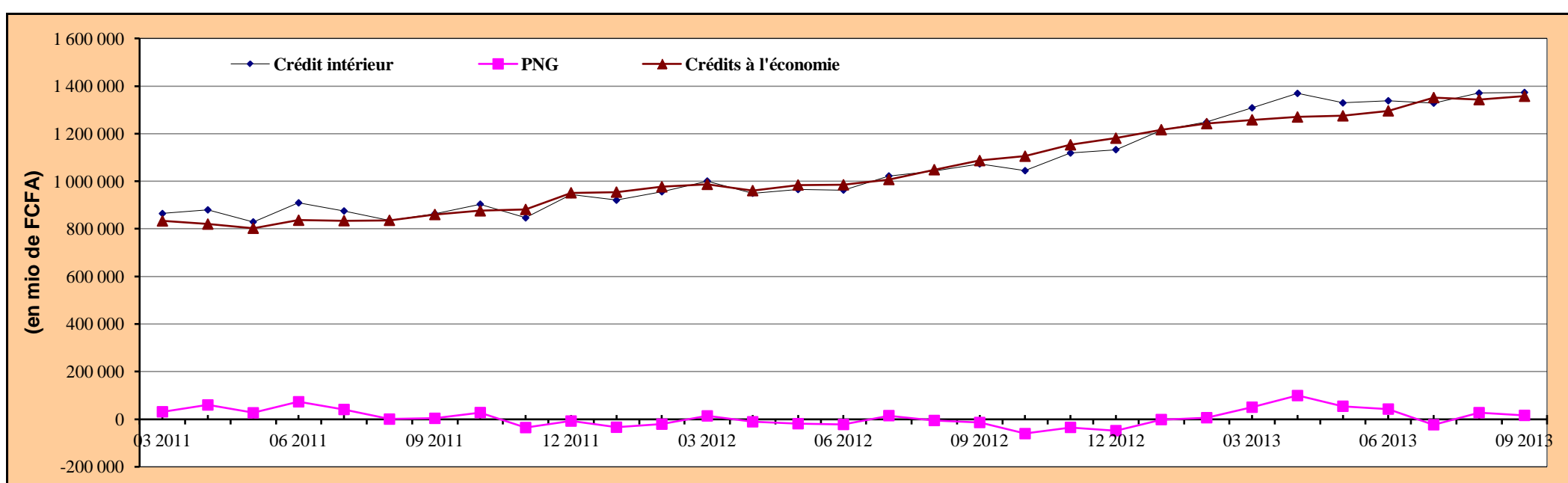
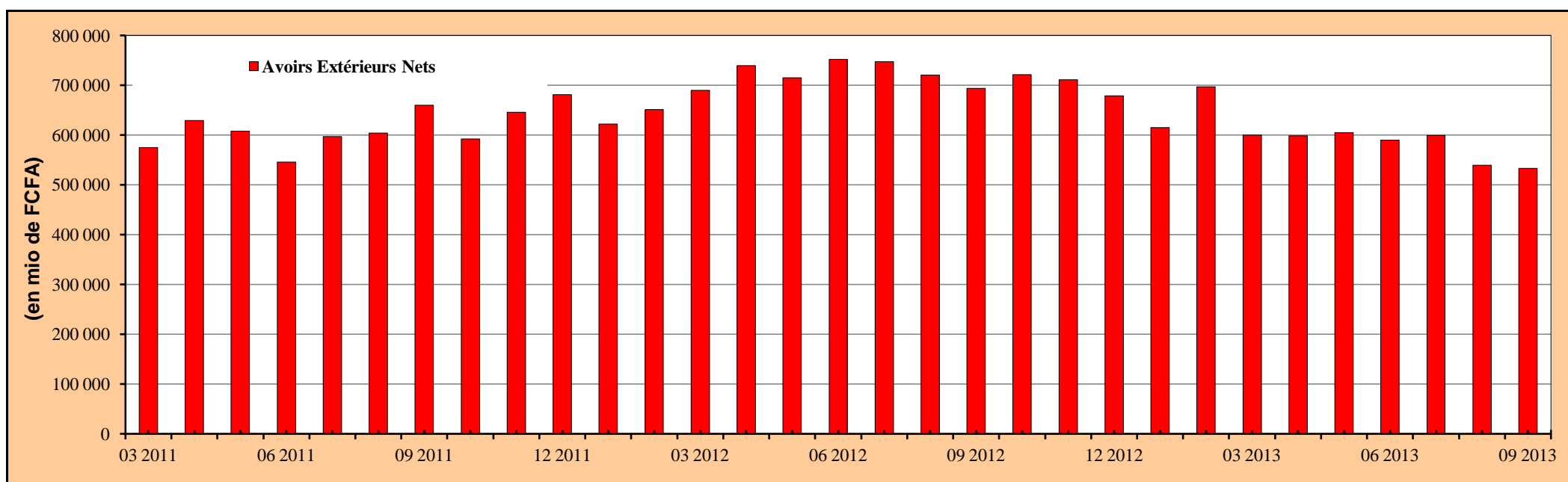
Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

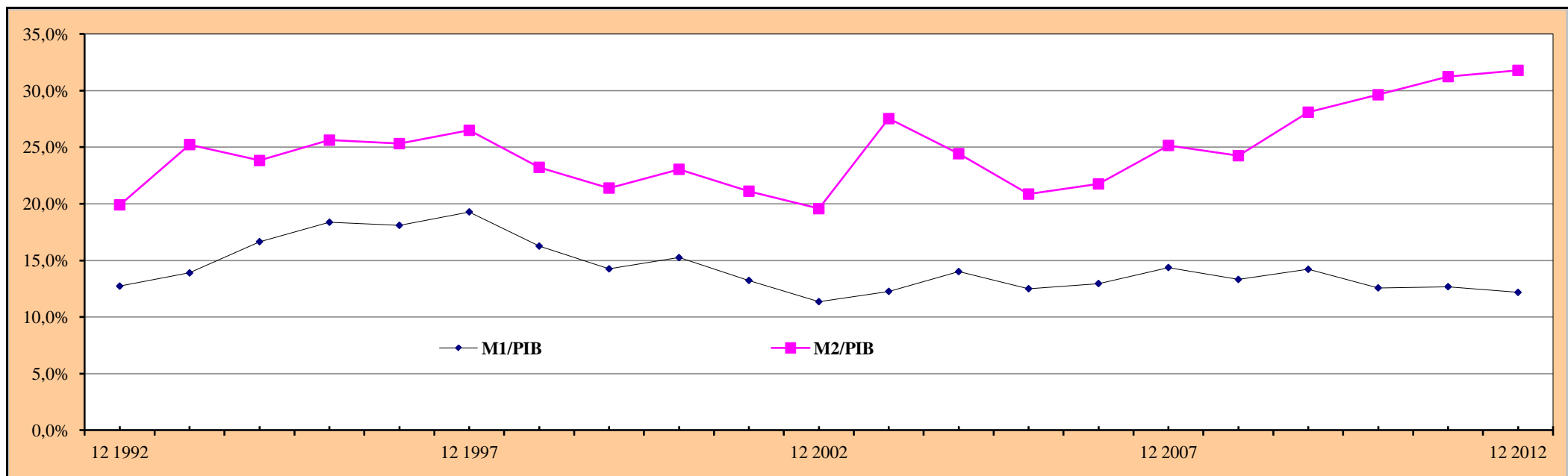
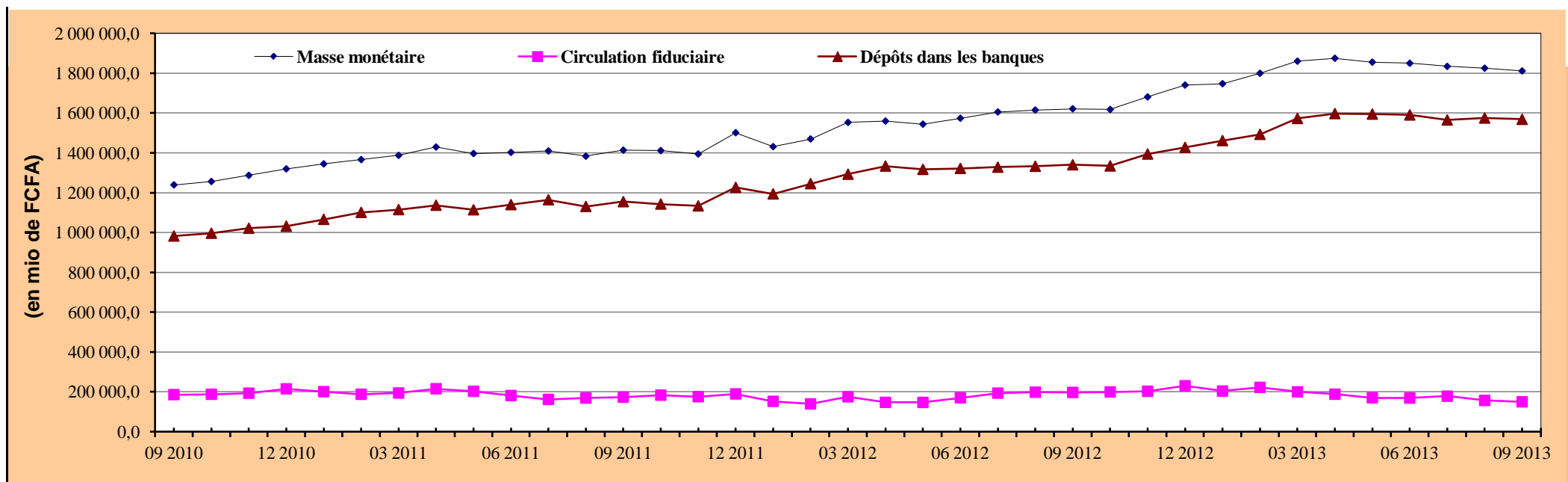
L'évolution des agrégats monétaires entre fin décembre 2012 et fin septembre 2013 a été marquée par une contraction des avoirs extérieurs nets (-21,5%), une augmentation du crédit intérieur (+21,2%) et un accroissement de la masse monétaire (+4,1%).

AGREGATS MONETAIRES En mio de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	3. Trim. 2012	4. Trim. 2012	1. Trim. 2013	2. Trim. 2013	3. Trim. 2013	Variation				
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1	
	Est.									
Avoirs Extérieurs Nets	693 811,7	678 850,2	599 821,3	589 890,7	532 831,9	-57 058,8	-9,7%	-160 979,8	-23,2%	
BCEAO	208 023,7	233 895,2	106 824,3	116 738,7	129 975,9	13 237,2	11,3%	-78 047,8	-37,5%	
Banques	485 788,0	444 955,0	492 997,0	473 152,0	402 856,0	-70 296,0	-14,9%	-82 932,0	-17,1%	
Crédit intérieur	1 073 060,0	1 132 895,9	1 308 686,2	1 338 456,0	1 373 338,2	34 882,2	2,6%	300 278,2	28,0%	
PNG	-13 857,7	-48 275,1	50 324,0	42 456,5	15 991,7	-26 464,8	-62,3%	29 849,5	-215,4%	
Crédits à l'économie	1 086 917,7	1 181 171,0	1 258 362,2	1 295 999,5	1 357 346,5	61 347,0	4,7%	270 428,8	24,9%	
dont crédits à court terme	637 437,7	716 467,0	684 568,2	733 440,5	774 689,5	41 249,0	5,6%	137 251,8	21,5%	
dont crédits de campagne	24 445,0	20 004,0	93 966,0	57 202,0	18 439,0	-38 763,0	-67,8%	-6 006,0	-24,6%	
dont crédits à moyen et long terme	425 035,0	444 700,0	479 828,0	505 357,0	564 218,0	58 861,0	11,6%	139 183,0	32,7%	
Masse monétaire	1 621 195,8	1 740 270,4	1 860 257,7	1 849 860,9	1 811 096,9	-38 764,0	-2,1%	189 901,1	11,7%	
Circulation fiduciaire	197 161,4	230 313,4	199 972,1	168 796,6	149 908,7	-18 888,0	-11,2%	-47 252,8	-24,0%	
Dépôts dans les banques	1 340 062,3	1 427 168,9	1 572 728,1	1 590 183,7	1 568 220,0	-21 963,7	-1,4%	228 157,7	17,0%	
dont dépôts à vue	627 397,3	681 452,9	778 733,1	791 432,7	723 502,0	-67 930,7	-8,6%	96 104,7	15,3%	
dont dépôts à terme	461 049,0	487 938,0	524 353,0	513 004,0	555 364,0	42 360,0	8,3%	94 315,0	20,5%	
Autres Postes Nets	145 675,9	71 475,7	48 249,8	78 485,8	95 073,2	16 587,4	21,1%	-50 602,7	-34,7%	

AGREGATS MONETAIRES	déc.08	déc.09	déc.10	déc.11	déc.12
				Est.	Est.
M1/PIB	13,3%	14,2%	12,6%	12,7%	12,2%
M2/PIB	24,2%	28,1%	29,6%	31,2%	31,8%



Les avoirs extérieurs nets sont passés de 678,9 milliards de FCFA à fin décembre 2012 à 532,8 milliards de FCFA à fin septembre 2013, soit un reflux de 146,1 milliards de FCFA (-21,5%). Cette baisse est imputable à la fois à celle des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale (-103,9 milliards de FCFA) et celle des banques de dépôts (42,1 milliards de FCFA).



La régression des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale de 103,9 milliards de FCFA (-44,4%) résulte exclusivement de la baisse des avoirs extérieurs bruts, les engagements extérieurs bruts s'étant contractés. En effet, les avoirs extérieurs bruts se sont établis à 394,3 milliards de FCFA à fin septembre 2013 contre 509,1 milliards de FCFA à fin décembre 2012, soit une baisse 114,9 milliards de FCFA (-22,6%). Quant aux engagements extérieurs, ils se sont situés à 264,3 milliards de FCFA à fin septembre 2013, contre 275,2 milliards de FCFA à fin décembre 2012, soit un recul de 10,9 milliards de FCFA (-4,0%). S'agissant de l'évolution des avoirs extérieurs nets des banques, elle résulte d'une baisse de leurs avoirs extérieurs bruts (-4,2 milliards de FCFA), accentuée par l'augmentation de leurs engagements extérieurs (+37,9 milliards de FCFA soit +18,0%) au cours de la même période.

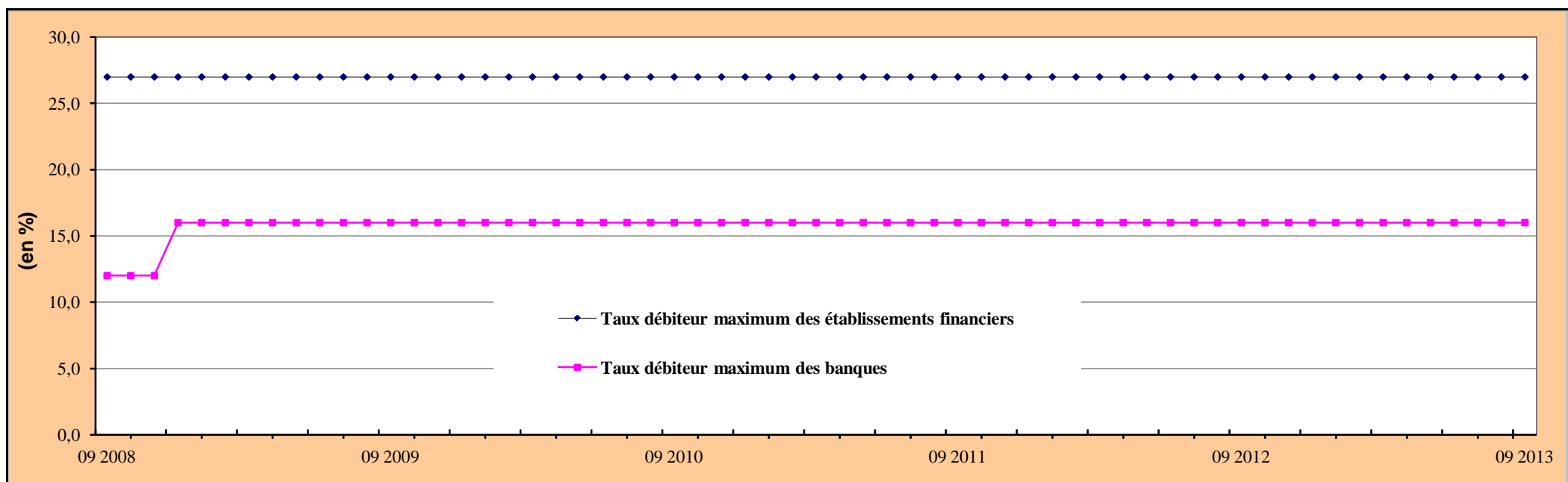
Le crédit intérieur s'est gonflé de 240,4 milliards de FCFA (+21,2%) à fin septembre 2013, en ressortant à 1.373,3 milliards de FCFA contre 1.132,9 milliards de FCFA à fin décembre 2012. Cet accroissement est attribuable aussi bien aux crédits à l'économie qu'à la PNG au cours de la même période. En effet, la PNG est passée de -48,3 milliards de FCFA à fin décembre 2012 à +16,0 milliards de FCFA à fin septembre 2013. Cette évolution est expliquée par une baisse des créances de l'Etat (-21,9 milliards de FCFA soit -5,7%) accentuée par une hausse de ses engagements (+42,3 milliards de FCFA soit +17,7%). Quant aux crédits à l'économie, ils sont ressortis à 1.357,3 milliards de FCFA à fin septembre 2013 contre 1.181,2 milliards de FCFA à fin décembre 2012. Cette expansion a été imprimée, au cours de la période sous revue, par les crédits ordinaires (+177,7 milliards de FCFA). Les crédits de campagne se sont contractés de 1,6 milliards de FCFA (-7,8%).

La masse monétaire, suivant la résultante de ses contreparties, a connu une hausse de 70,8 milliards de FCFA (+4,1%) à fin septembre 2013, ressortant à 1.811,1 milliards de FCFA contre 1.740,3 milliards de FCFA à fin décembre 2012. Cette évolution est retracée exclusivement dans les dépôts (+141,1 milliards de FCFA, soit +9,9%), la circulation fiduciaire ayant au contraire régressé (-80,4 milliards de FCFA, soit -34,9%).

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	3. Trim. 2012	4. Trim. 2012	1. Trim. 2013	2. Trim. 2013	3. Trim. 2013	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	13,2	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des banques	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des banques	16,0	16,0	16,0	16,0	16,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	12,0	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio Francs CFA)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	18,0	18,0	18,0	18,0	18,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	27,0	27,0	27,0	27,0	27,0	0,0%	0,0%



Les taux directeurs de la BCEAO ont été revus à la baisse de 25 points de base au cours du troisième trimestre 2013, sur décision prise le 4 septembre 2013 par le Comité de Politique Monétaire (CPM) lors de sa réunion ordinaire. Ainsi, à compter du 16 septembre 2013, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) sont fixés respectivement à 2,50% et 3,50% contre des taux respectifs antérieurs de 2,75% et 3,75%.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,00% à 13,19%, en affichant une moyenne stable au cours des trois mois du troisième trimestre 2013.

En ce qui concerne les établissements financiers, aucune modification de taux n'a été enregistrée au cours du troisième trimestre 2013.

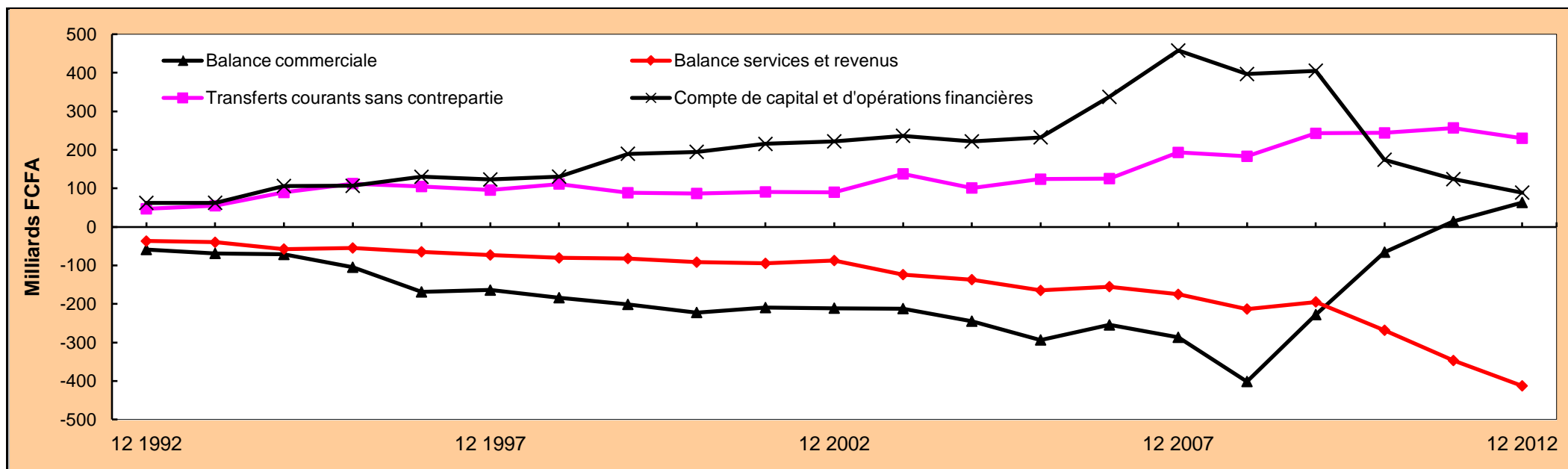
Sources : B.C.E.A.O.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Les échanges extérieurs du Burkina Faso en 2011 ont été caractérisés par une bonne tenue des cours mondiaux de l'or, dont l'accroissement de la production s'est poursuivi avec le démarrage des activités de la plus importante mine, et une progression de ceux du coton qui ont atteint un niveau record de 2,1270 dollars la livre au 04 mars 2011.

Balance des paiements (En mia Francs CFA)	déc 2008	déc 2009	déc 2010	déc 2011	déc 2012	Var. 2012	
						Var./2011	Var./2010
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.		
Exportations de biens FOB	310,4	425,2	788,0	1 132,0	1 464,3	29,4%	36,3%
Importations de biens FOB	711,7	652,8	853,6	1 117,8	1 400,9	25,3%	28,1%
Balance commerciale	-401,4	-227,6	-65,6	14,2	63,5	347,7%	
Services	-211,6	-192,1	-265,1	-343,1	-407,6	18,8%	24,0%
Revenus	-1,6	-2,6	-3,2	-3,7	-5,0	35,5%	25,4%
Balance des services et revenus	-213,2	-194,7	-268,3	-346,8	-412,6	19,0%	24,0%
Transferts courants sans contrepartie	183,3	242,8	244,0	257,0	230,1	-10,5%	-2,9%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-431,3	-179,4	-89,9	-75,6	-119,1	57,5%	15,1%
Transferts en capital	85,9	132,9	98,9	91,1	138,7	52,3%	18,4%
Opérations financières	310,9	272,7	75,5	32,9	-49,6		
Comptes de capital et d'opérations financières	396,8	405,6	174,3	124,0	89,1	-28,2%	-28,5%
Erreurs et omissions	1,5	-1,4	1,5	-4,3	26,6		319,5%
Solde global	-33,0	224,7	86,0	44,1	-3,4		



Ils ont été marqués également par l'entrée en activité de la mine de manganèse de Kieré. Les effets conjugués de ces facteurs ont été cependant atténués par la poursuite de la remontée des prix internationaux des produits pétroliers au cours des trois premiers trimestres de l'année et par la progression des importations, notamment celles liées aux activités agricoles et minières. Ainsi, la Balance des Paiements du Burkina Faso est ressorti excédentaire de 44,1 milliards de FCFA en 2011, contre +86,0 milliards de FCFA l'année précédente.

Les échanges extérieurs du Burkina Faso en 2012 seraient marqués par la bonne orientation des cours mondiaux de l'or et du coton, dont les effets positifs seraient toutefois atténués par la poursuite de la remontée des prix internationaux des produits pétroliers et par la progression des importations, notamment celles liées aux produits alimentaires et aux activités minières. Ainsi, le solde de la Balance des Paiements ressortirait déficitaire de 3,4 milliards de FCFA en 2012, contre un excédent de 44,1 milliards de FCFA l'année précédente.

Au niveau des opérations courantes, la balance des transactions courantes pour l'année 2012 s'est détériorée de 43,5 milliards de FCFA par rapport à l'année 2011, sous l'effet d'une hausse des exportations (+332,3 milliards de FCFA) plus importante que celle des importations (+283,1 milliards de FCFA). Les exportations ont atteint 1.464,3 milliards de FCFA en 2012 contre 1.132,0 milliards de FCFA en 2011, soit une hausse de 29,4% expliquée principalement par celles de l'or non monétaire (+310,0 milliards de FCFA) et du coton fibre (41,6 milliards de FCFA) entre 2011 et 2012. Quant aux importations, elles sont ressorties à 1.400,9 milliards de FCFA en 2012 contre 1.117,8 milliards de FCFA en 2011, soit une hausse de 25,3% imputable principalement aux produits pétroliers (+115,4 milliards de FCFA) et aux biens d'investissement (+76,1 milliards de FCFA).

Au titre du compte de capital, le solde se situerait à 138,7 milliards de FCFA en 2012 contre 91,1 milliards de FCFA en 2011, soit une amélioration de 52,3%, expliquée principalement par l'augmentation des dons projets dans le cadre du financement du Programme d'Investissement Public (PIP).

Quant au compte financier, il enregistrerait un déficit de 49,6 milliards de FCFA en 2012 contre un excédent de 32,9 milliards de FCFA un an plus tôt, soit une détérioration de 82,5 milliards de FCFA. Cette évolution du compte financier résulterait de la régression des autres investissements publics de 93,7 milliards de FCFA.

Ainsi, le solde global ressortirait déficitaire de 3,4 milliards de FCFA en 2012, contre un excédent de 44,1 milliards de FCFA en 2011.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

IMPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2012	2012	2013	2013	2013	trimestriel	annuel
TOTAL	461 621,6	437 845,4	458 492,2	588 267,3	504 438,0	-14,3%	9,3%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	3 555,1	4 034,9	3 288,1	4 394,1	4 442,4	1,1%	25,0%
Produits du règne végétal	30 689,4	26 289,4	24 767,5	29 443,2	32 499,0	10,4%	5,9%
Graisses et huiles animales ou végétales	4 996,2	4 604,6	4 435,8	5 965,9	3 716,6	-37,7%	-25,6%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	30 685,8	26 035,0	23 367,4	31 260,9	31 633,8	1,2%	3,1%
Produits minéraux	143 711,0	118 266,3	128 831,5	154 796,0	133 846,9	-13,5%	-6,9%
Produits des indust. chimi. ou des indust. connexes	51 252,4	50 203,5	63 668,3	94 840,1	55 554,3	-41,4%	8,4%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	16 383,7	17 288,2	17 166,8	18 422,6	20 375,7	10,6%	24,4%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	406,6	333,5	452,4	489,9	606,4	23,8%	49,1%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 100,7	1 167,0	1 276,6	1 421,4	1 057,2	-25,6%	-4,0%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	6 909,6	6 001,8	5 660,7	4 739,8	7 634,5	61,1%	10,5%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	7 467,4	8 012,2	9 652,8	13 021,7	10 299,3	-20,9%	37,9%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	1 229,1	1 550,9	1 234,2	1 717,6	1 719,7	0,1%	39,9%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	3 325,9	3 721,0	2 948,8	4 221,3	3 606,6	-14,6%	8,4%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	90,1	121,1	129,9	131,0	187,1	42,8%	107,6%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	31 039,9	32 663,4	31 801,1	50 281,7	38 725,2	-23,0%	24,8%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	82 724,4	93 744,5	80 543,0	108 360,8	99 961,2	-7,8%	20,8%
Matériel de transport	36 509,4	36 436,2	50 353,0	56 287,6	49 868,8	-11,4%	36,6%
Instrument et appareils d'optique, de photographie...	5 604,7	3 113,2	3 931,5	4 642,7	3 601,0	-22,4%	-35,8%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	287,0	203,2	1 490,5	186,7	874,4	368,4%	204,7%

Les importations enregistrent au troisième trimestre 2013 une baisse de 14,3% par rapport au deuxième trimestre 2013. La valeur totale des importations est ainsi passée de 588,3 milliards de francs CFA au deuxième trimestre 2013 à 504,4 milliards de francs CFA au troisième trimestre 2013, soit une baisse de 83,8 milliards de francs CFA.

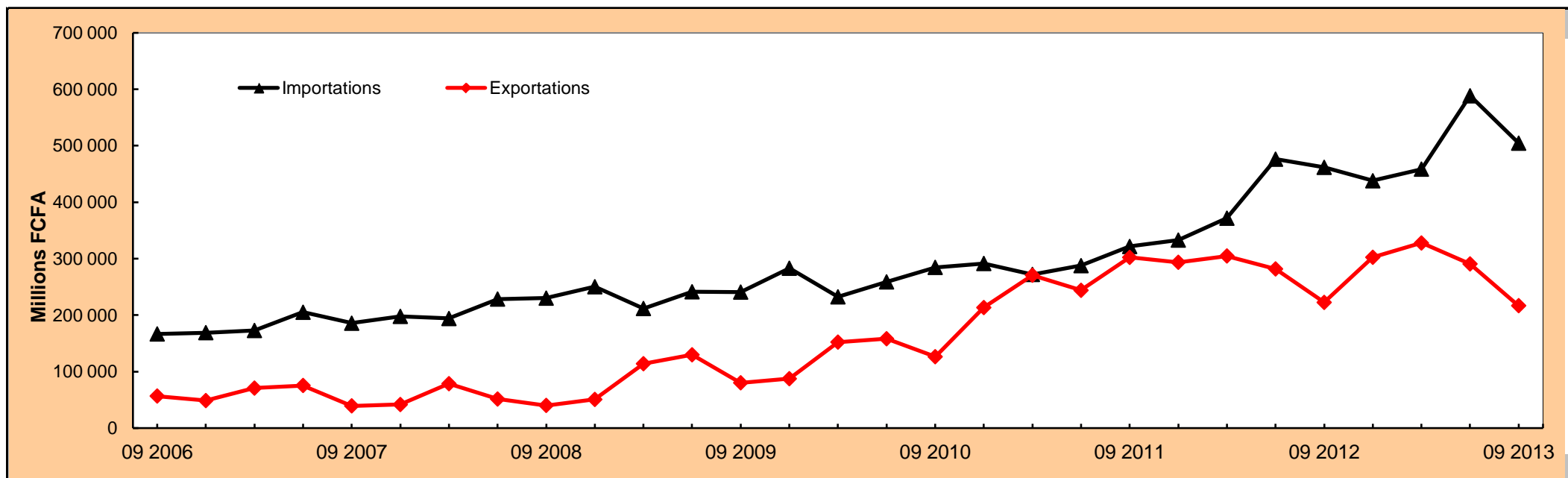
Cette baisse est principalement imputable à une baisse des importations des produits des industries chimiques de 39,3 milliards de francs CFA, de la facture pétrolière de 21,0 milliards de francs CFA, des métaux communs et ouvrage en ces métaux de 11,6 milliards de francs CFA et des machines, appareils et matériels électriques de 8,4 milliards de francs CFA.

En glissement annuel, la hausse enregistrée depuis le premier trimestre de l'année 2010 se poursuit. En effet, une hausse de 9,3% est observée par rapport au troisième trimestre de 2012. Les importations de machines et appareils, matériels électriques, les matériels de transport et les métaux communs et ouvrages en ces métaux enregistrent les hausses les plus significatives.

En effet, les importations de machines et appareils, matériels électriques ont enregistré une hausse de 20,8% soit 17,2 milliards de francs CFA, de matériels de transport une hausse de 36,6% soit 13,4 milliards de FCFA et enfin des métaux communs et ouvrages en ces métaux ont enregistré une hausse de 24,8% soit 7,7 milliards de francs CFA.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS (En mio Francs CFA)	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2012	2012	2013	2013	2013	trimestriel	annuel
TOTAL	222 543,3	302 400,3	327 707,7	290 663,0	216 773,2	-25,4%	-2,6%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	459,3	754,5	610,1	1 001,4	544,4	-45,6%	18,5%
Produits du règne végétal	6 657,5	24 968,2	39 689,1	26 155,8	16 517,9	-36,8%	148,1%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	1 560,3	21 437,0	34 511,0	5 392,1	7 679,6	42,4%	392,2%
Graisses et huiles animales ou végétales	377,1	826,2	962,0	1 079,5	803,2	-25,6%	113,0%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	1 000,0	1 685,0	1 041,9	1 639,3	1 482,5	-9,6%	48,3%
Produits minéraux	157,3	154,8	207,9	202,5	117,2	-42,1%	-25,5%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	927,2	417,0	528,0	890,7	348,3	-60,9%	-62,4%
Mat. plastiq. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	129,1	1 636,2	158,6	194,6	193,0	-0,8%	49,4%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	362,7	190,6	333,0	495,8	178,3	-64,0%	-50,8%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	29,0	165,5	40,2	129,8	30,9	-76,2%	6,4%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	32,1	15,4	16,0	27,7	132,0	376,5%	310,9%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	9 490,7	37 578,8	81 399,9	60 753,8	16 704,1	-72,5%	76,0%
dont coton fibre	8 406,3	36 613,8	80 195,7	58 945,0	15 758,8	-73,3%	87,5%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	37,3	20,4	31,5	32,9	21,0	-36,0%	-43,5%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	37,8	75,4	113,3	84,1	116,8	39,0%	209,2%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	184 731,9	225 019,4	192 942,9	192 725,7	169 897,8	-11,8%	-8,0%
dont or	184 727,2	225 016,9	192 942,6	192 725,7	169 897,8	-11,8%	-8,0%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	513,5	1 787,6	928,6	963,8	3 329,2	245,4%	548,3%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	14 711,3	5 315,5	6 964,0	2 837,8	3 305,6	16,5%	-77,5%
Matériel de transport	1 620,4	1 221,0	970,5	989,9	1 990,4	101,1%	22,8%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	116,0	293,0	536,9	154,2	168,9	9,6%	45,6%
Marchandises et produits divers	1 015,0	154,2	155,3	158,5	823,2	419,2%	-18,9%

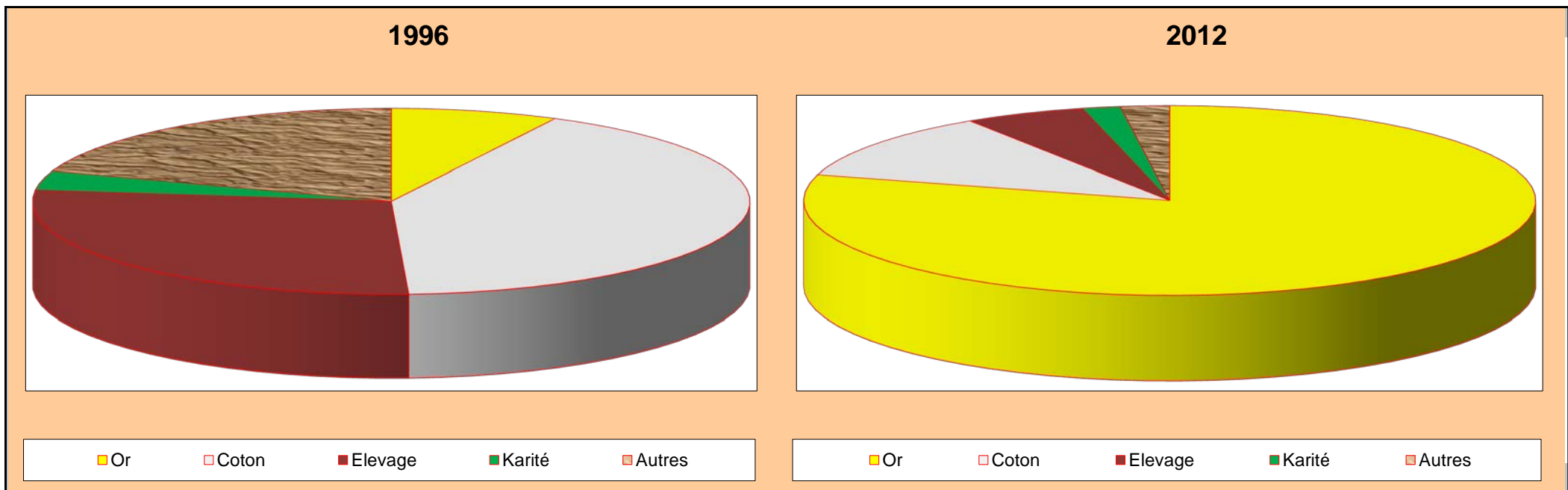


Au troisième trimestre 2013, les exportations enregistrent une baisse de 25,4% glissement trimestriel, ramenant le niveau des exportations de 290,7 milliards FCFA au deuxième trimestre 2013 à 216,8 milliards FCFA. Cette baisse est principalement imputable à deux des principaux produits d'exportations du Burkina Faso que sont le coton fibre et l'or non monétaire. En effet, les exportations de coton fibre enregistrent une baisse de 44,1 milliards FCFA (72,5%) et d'or non monétaire une baisse de 22,8 milliards FCFA (11,8%).

En glissement annuel, la même tendance est observée avec une baisse modérée des exportations de 2,6% malgré la hausse des exportations de coton fibre de 87,5% soit 7,2 milliards de francs CFA et des produits du règne végétal de 148,1% soit 9,9 milliards de francs CFA. Cette baisse est principalement imputable aux exportations d'or non monétaire qui enregistrent une baisse de 8,0% avec 14,8 milliards de FCFA et des machines et appareils électriques qui enregistrent une hausse de 77,5% correspondant à une valeur de 11,4 milliards de FCFA.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

EXPORTATIONS EN VALEURS	1996	2009	2010	2011	2012
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.
Part de l'or dans total	7,6%	42,3%	65,0%	75,3%	79,4%
Part du coton dans total	41,7%	22,8%	14,4%	11,5%	11,4%
Part des produits de l'élevage dans total	27,7%	14,2%	8,3%	6,3%	5,4%
Part du karité dans total	3,4%	4,2%	2,5%	2,0%	1,7%
Part des autres produits dans total	19,7%	16,6%	9,8%	4,9%	2,2%

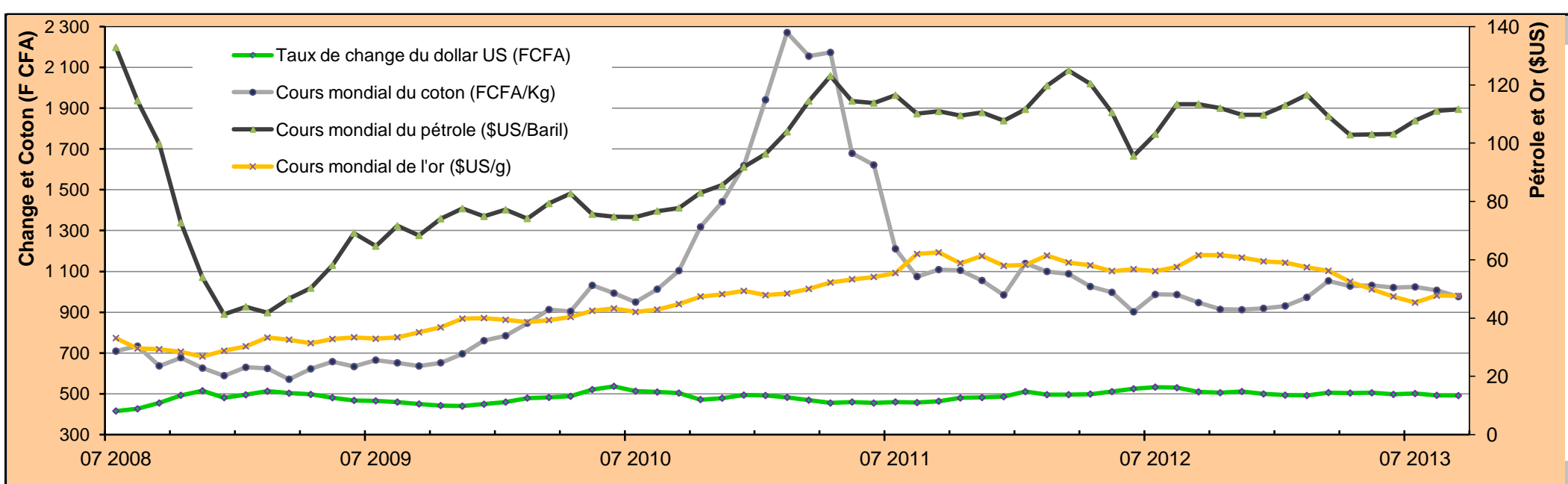


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (41,7%) et celles de produits de l'élevage (27,7%) en 1996, il ressort une prédominance de l'or avec 73,5% de la part des exportations en 2012. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 30,2 tonnes en 2012, mais aussi par la hausse soutenue du prix de l'or ces années qui ont suivies la crise de 2008 et la crise actuelle de certains pays de l'euro, en raison principalement de sa nouvelle fonction de réserve de valeur.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHE INTERNATIONAL	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	Glissement	
	2012	2012	2013	2013	2013	trimestriel	annuel
Moyenne trimestrielle							
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	524,3	505,6	497,3	502,2	495,3	-1,4%	-5,5%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	109,9	110,5	112,9	103,0	110,1	6,9%	0,2%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 856,7	1 810,3	1 981,6	2 044,8	2 024,3	-1,0%	9,0%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	58,4	60,6	57,5	49,9	46,9	-6,1%	-19,7%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	57,6	55,8	56,1	51,7	54,5	5,4%	-5,4%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	973,5	915,1	985,9	1 026,9	1 002,7	-2,4%	3,0%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	30,6	30,6	28,6	25,1	23,2	-7,5%	-24,1%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,017	0,016	0,018	0,020	0,018	-7,4%	8,7%



. Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, le franc CFA s'est de nouveau apprécié face au dollar après une dépréciation observée au trimestre précédent. Il s'est échangé en moyenne à 495,3 francs pour un dollar au troisième trimestre 2013 contre 502,2 francs un trimestre plus tôt, soit une appréciation de 1,4% contre une dépréciation de 1,0% au deuxième trimestre. Comparé à la même période en 2012, le franc CFA s'est apprécié de 5,5% contre 1,9% au deuxième trimestre 2013. L'appréciation du FCFA au troisième trimestre serait consécutive au rebond de l'euro face au dollar. Ce rebondissement serait expliqué essentiellement par les effets du maintien de la politique monétaire de la Reserve Fédérale (Fed) visant à soutenir l'économie américaine qui ont fragilisé le billet vert.

.Prix des produits exportés :

Le redressement du cours du coton amorcé au premier trimestre 2013 a été légèrement contrarié au troisième trimestre. En effet, le cours du coton a connu un léger repli comparativement au trimestre précédent. Etabli en moyenne à 2 024 \$US la tonne au troisième trimestre 2013, le cours du coton a cédé 1,0% par rapport au deuxième trimestre contre une progression de 3,2% un trimestre plus tôt. Toutefois, en glissement annuel, il demeure en hausse de 9,0%, après une augmentation de 7,1% un trimestre auparavant. Exprimé en FCFA, le cours du coton a reculé de 2,4% en variation trimestrielle tandis qu'en glissement annuel, il progressait de 3,0%. Le kilogramme de coton fibre s'est situé à 1 002,7 FCFA au troisième trimestre 2013 contre 1 026,9 FCFA un trimestre plus tôt. Le cours du coton a continué de bénéficier des effets d'une sécheresse qui sévit dans les grandes plaines des Etats Unis et d'une demande mondiale qui ne fléchit toujours pas, en dépit des perspectives de récoltes attendues dans certaines zones.

Malgré un léger redressement observé au cours des deux derniers mois du trimestre, le cours de l'or a marqué le pas. L'orientation baissière du cours, entamée depuis la fin du quatrième trimestre 2012 s'est poursuivie au troisième trimestre 2013. Le cours de l'or a reculé en moyenne de 6,1% entre juillet et septembre 2013, après un repli de 13,2% au trimestre précédent. Il s'est établi en moyenne à 46,9 \$US contre 49,9 \$US le gramme un trimestre auparavant. En glissement annuel, le cours du métal jaune a fléchi de 19,7% contre 12,4% au trimestre précédent. Converti en FCFA, il est en baisse de 7,5% en variation trimestrielle, ressortant ainsi en moyenne à 23 208 FCFA contre 25 082 FCFA le gramme un trimestre plus tôt. La baisse du cours de l'or pourrait être alimentée entre autres par la reprise économique mondiale qui reste tout de même modérée et le retour du goût du risque chez les investisseurs pour certains actifs.

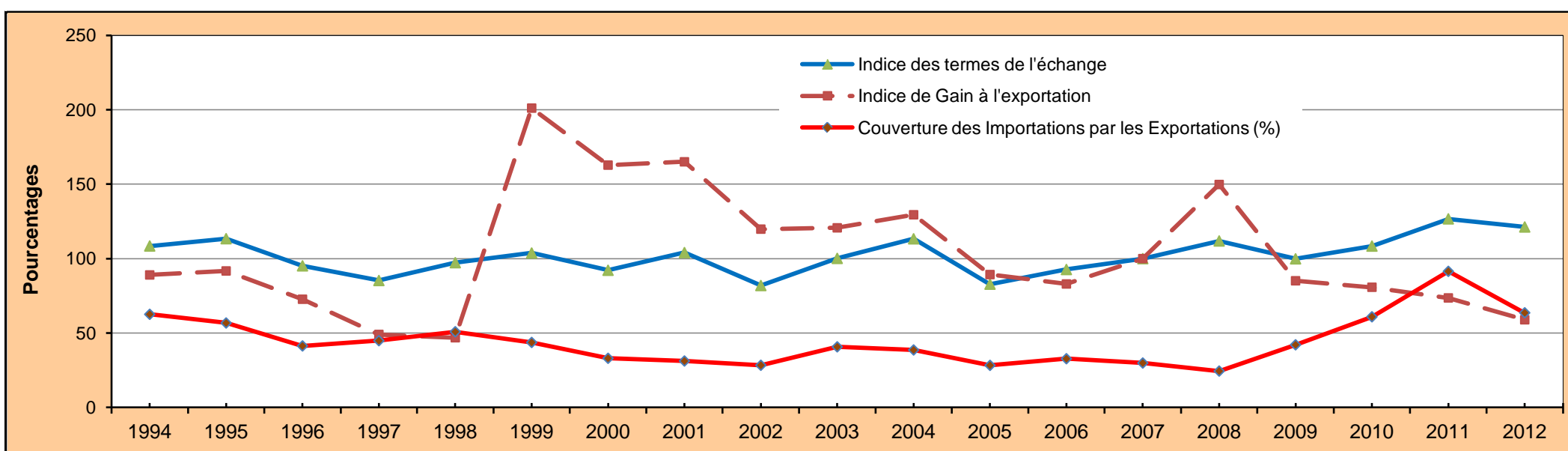
.Prix des produits importés :

Après un fléchissement enregistré le trimestre dernier, le cours du baril de Brent a renoué avec la hausse au troisième trimestre 2013. En effet, établi en moyenne à 110,1 dollars par baril au troisième trimestre, le prix du pétrole a progressé de 6,9% contre un fléchissement de 8,8% un trimestre plus tôt. En glissement annuel, le cours du pétrole a crû de 0,2%. Exprimé en FCFA, le cours de l'or noir a enregistré une progression de 5,4% en variation trimestrielle contre un repli de 5,4% en glissement annuel. Le rebondissement du cours du Brent serait soutenu par les craintes d'une recrudescence des tensions géopolitiques notamment au Proche orient (Syrie), en Egypte et en Lybie, l'affaiblissement du dollar et une demande de pétrole légèrement en hausse.

Sources : M.E.F. / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2008	12 2009	12 2010	12 2011	12 2012	Var. 2012	
						Var./2011	Var./2010
Indice prix à l'exportation	125,4	119,4	130,5	150,2	155,3	3,4%	19,1%
Indice prix à l'importation	112,1	119,5	120,3	118,5	128,1	8,1%	6,5%
Indice des termes de l'échange	111,9	99,9	108,4	126,7	121,3	-4,3%	11,8%
Indice de gain à l'exportation	149,8	85,1	80,8	73,6	58,9	-19,9%	-27,0%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	24,5	42,1	60,9	91,5	63,6	-30,4%	4,4%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un niveau atteint de 60,9% en 2010, de 91,5% en 2011 et 63,6% en 2012.

Sources : M.E.F. / I.N.S.D.

Définitions et abréviations

Général

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DSS :	Direction des Statistiques Sectorielles
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGPSE :	Direction Générale de la Prévision, des Statistiques et de l'Economie de l'Elevage
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DSOFE :	Direction du Suivi des Opérations Financières de l'Etat
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
FEC :	Facilité Elargie de Crédit
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MASA :	Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire
MEF :	Ministère de l'Economie et des Finances
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
PPTTE :	Pays Pauvres Très Endettés
Prov. :	Données provisoires
SIM :	Système d'Information sur les Marchés
SONAGESS :	SOciété NAtionale de GEstion du Stock de Sécurité alimentaire
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si $ITE < 100$ on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si $ITE > 100$ on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume des exportations (ILQE).

Soldes d'opinions:

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une opinion négative (baisse).

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
YAGO, Namaro TRAORE, Bakari TOUGMA, Jean Gabriel	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGPSE
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
KYELEM, K. Jean Paul MILLOGO, François ZERBO, Issa	Finances publiques	DEP/MEF DGTCP DGTCP
PODA, Serge Gnaniodem	Situation monétaire	BCEAO
PODA, Serge Gnaniodem	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
ZONGO, S. Lambert	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP